



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de la défense nationale

NDDN • NUMÉRO 022 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 8 novembre 2006

Président

M. Rick Casson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de la défense nationale

Le mercredi 8 novembre 2006

•(1530)

[Traduction]

Le président (M. Rick Casson (Lethbridge, PCC)): Je déclare ouverte la 22^e séance du Comité permanent de la défense nationale, qui poursuit son étude sur l'Afghanistan.

Nous tenons à souhaiter la bienvenue au Gén Gauthier, commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada.

Général, selon la marche à suivre habituelle, du temps est prévu pour présenter un exposé. Avez-vous un document à remettre? Oui, les notes d'allocutions ont été distribuées dans les deux langues officielles, du moins, je l'espère.

Lgén J.C.M. Gauthier (commandant, Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, ministère de la Défense nationale): Bien sûr.

Le président: Très bien. Une fois que vous aurez terminé — prenez le temps dont vous avez besoin, il s'agit d'une séance de deux heures — nous commencerons la période des questions et nous verrons comment le tout se déroule.

Vous avez donc la parole.

[Français]

Lgén J.C.M. Gauthier: Je vous remercie, monsieur le président. Honorables membres du comité, bonjour.

Je suis heureux d'être ici cet après-midi pour vous entretenir de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan.

[Traduction]

Vous avez devant vous le texte de ma présentation ainsi que certaines diapos, cinq ou six graphiques, que je vous présenterai au fur et à mesure.

À titre de commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, je réponds au chef d'état-major de la Défense pour toutes nos forces déployées sur des missions internationales. J'ai été nommé à ce nouveau poste de commandement en septembre 2005 et mon quartier général a été officiellement créé et a assigné le contrôle des opérations internationales le 1^{er} février de cette année.

En résumé, ma fonction est double: exercer un commandement et un contrôle réel de chacune que de ces missions au nom du chef d'état-major de la Défense et m'assurer que les hommes et les femmes déployés sur ces missions ont le soutien dont ils ont besoin pour réussir — en d'autres mots, établir les conditions pour le succès de leur mission.

[Français]

À titre de commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, COMFEC, et membre des Forces canadiennes, je suis extrêmement fier de ce que nous avons

accompli depuis que nous avons débuté les opérations terrestres en Afghanistan, en 2002.

Je sais qu'un certain nombre de représentants des Forces canadiennes et du ministère de la Défense nationale ont déjà comparu devant vous à propos de la mission en Afghanistan. Parmi ceux-ci, le brigadier-général Howard vous a présenté tout récemment une mise à jour très factuelle de la position actuelle de la mission.

Dans mes remarques, je voudrais vous offrir ma perspective sur l'approche de l'ensemble du gouvernement dans cette mission et sa composante militaire, ainsi que les progrès qui ont été accomplis le long des diverses lignes d'opération depuis le mouvement du Canada dans le sud de l'Afghanistan.

Je serai heureux de répondre à vos question après mes remarques.

•(1535)

[Traduction]

Tout d'abord, j'aimerais dire quelques mots à propos de la perspective des Forces canadiennes sur l'approche de l'ensemble du gouvernement. Je vous demanderais de bien vouloir vous reporter au premier graphique. Nos efforts en Afghanistan sont guidés par un plan de campagne militaire qui a été développé en étroite consultation avec le ministère des Affaires étrangères, l'ACDI, la GRC et nos autres partenaires, et il est entièrement conformes à la stratégie du gouvernement du Canada pour l'Afghanistan.

Contrairement à certaines affirmations récentes, il ne s'agit pas exclusivement d'une mission de combat — loin s'en faut. Notre orientation porte avant tout sur l'aide au peuple de l'Afghanistan et à leur donner l'espoir d'un avenir meilleur. Nos priorités et objectifs sont basés largement sur ceux énoncés dans la stratégie de développement national afghane, dévoilée lors de la Conférence de Londres en janvier de cette année. Nos barèmes et mesures du succès reflètent ceux du Bloc afghan qui est l'accord entre le gouvernement de l'Afghanistan et la communauté des donateurs internationaux sur les objectifs qui doivent être atteints d'ici 2011.

Ils sont également tous liés aux plans opérationnels de l'OTAN. Selon une perspective canadienne, il s'agit vraiment d'un effort de l'ensemble du gouvernement. En Afghanistan, ces efforts surviennent au niveau de l'équipe de reconstruction provinciale à Kandahar au sein de la Force opérationnelle interarmées canadienne où le commandant militaire possède des conseillers politiques et de développement, et au niveau national par le biais de l'ambassade à Kaboul où, une fois encore, tous les joueurs clés sont présents.

Il y a toujours place à l'amélioration mais je crois que nous faisons des progrès à l'heure actuelle dans le cadre d'une approche pangouvernementale axée sur les trois D, comparativement à tout ce que nous avons fait depuis la fin de Guerre froide.

[Français]

Tel qu'illustré sur le côté droit de la diapositive, il ne s'agit pas simplement d'un effort canadien. Jusqu'à tout récemment, nos forces étaient toutes sous le contrôle opérationnel de la coalition commandée par les États-Unis.

Depuis le 31 juillet, nous fonctionnons désormais sous le commandement de la Force internationale d'assistance pour la sécurité, la FIAS. Outre la coalition militaire, nous nous engageons et travaillons étroitement, à de multiples niveaux, avec plusieurs partenaires internationaux, incluant des entités nationales, des organisations internationales et non gouvernementales.

Enfin — et c'est le plus important —, il y a le contexte afghan à considérer. Nous avons toujours affirmé que tout ceci avait pour but d'aider les Afghans à s'aider eux-mêmes, et notre personnel déployé le comprend très bien.

[Traduction]

Ce prochain graphique, diapo 2, montre les principales lignes d'effort ou lignes d'opération que nous suivons. Tout ceci est aligné étroitement avec la stratégie de développement national afghane et le plan de la Force internationale d'assistance à la sécurité, la FIAS, pour aider le gouvernement de l'Afghanistan.

En ce qui concerne la gouvernance, l'armée joue un rôle de soutien et d'habilitation pour que les autres ministères atteignent les objectifs de la gouvernance. Selon notre perspective, il s'agit de bâtir une capacité et de soutenir l'extension de l'autorité, de la crédibilité et de la légitimité du gouvernement afghan depuis Kaboul jusqu'au niveau provincial, dans les districts et les villages où les gens ont besoin de leur aide.

Notre rôle dans les objectifs de développement et de reconstruction est aussi de soutenir les autres ministères. Ces objectifs portent sur l'aide pour réduire la pauvreté, créer une économie viable et s'occuper de l'infrastructure et des priorités sociales des autorités gouvernementales à tous les niveaux.

La ligne d'opération de la sécurité est véritablement au cœur de notre travail dans l'armée et elle consiste principalement en deux choses: maintenir un environnement stable et sécuritaire, ce qui à son tour facilitera les progrès le long des deux premières lignes d'opération; et deuxièmement, aider à bâtir la capacité des forces de sécurité nationales afghanes, principalement l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane pour qu'elles se tiennent toutes les deux sur leurs pieds.

Parce que les défis de la sécurité dans le Sud et l'Est de l'Afghanistan ont été si importants, il a été difficile de progresser le long de ces trois lignes d'opération. Nous devons gagner la confiance du peuple afghan de sorte qu'il puisse nous aider avec la sécurité. Cependant, cette confiance ne se gagne pas uniquement par le biais d'opérations de sécurité; le gouvernement afghan et la communauté internationale doivent améliorer la qualité de vie de la population s'ils veulent mériter sa loyauté et son soutien.

[Français]

En réfléchissant aux progrès que le Canada a réalisés jusqu'à maintenant en Afghanistan, il est important de considérer que nous n'avons eu une concentration significative des forces dans le Sud que depuis la fin de février de cette année. Au moment de notre arrivée à Kandahar, les opérations étaient sous la conduite de l'opération

Enduring Freedom, dirigée par les Américains, avec des unités de manoeuvre de la coalition présentes uniquement dans deux des six provinces du Sud.

La semaine dernière, après presque neuf mois au commandement, le brigadier-général David Fraser du Canada a transféré le commandement du Commandement régional Sud au major-général Ton Van Loon, des Pays-Bas.

Je voudrais profiter de cette occasion pour reconnaître les réussites extraordinaires du brigadier-général Fraser au cours de cette période. Son leadership exceptionnel d'une force multinationale dynamique dans des circonstances difficiles lui a mérité les plus hautes éloges et des louanges de tous les niveaux de la chaîne de commandement de l'OTAN et des États-Unis, ainsi que du gouvernement afghan.

• (1540)

[Traduction]

Nous allons maintenant passer à la troisième diapositive.

Au cours de son commandement, le Général Fraser était responsable de superviser la transition critique et réussie des forces internationales depuis l'opération *Enduring Freedom*, sous commandement des États-Unis, à la Force internationale d'assistance à la sécurité, sous contrôle de l'OTAN, qui s'est déroulée sans aucun problème le 31 juillet de cette année. Ses efforts et son leadership ont aussi aidé à établir les conditions pour l'expansion de la FIAS au sein du Commandement régional Est au début d'octobre, complétant ainsi le transfert d'autorité pour l'ensemble de l'Afghanistan sous l'OTAN.

Au cours de cette période, les Forces canadiennes ont joué un rôle important dans le soutien des principaux pays de l'OTAN qui ont envoyé des troupes au Commandement régional du Sud: les Pays-Bas en Ourouzgand; la Grande-Bretagne dans la province de Helmand; et la Roumanie dans la province de Zaboul. Il y a maintenant un groupement tactique et une équipe de reconstruction provinciale dans chacune des quatre grandes provinces du Sud, de sorte que l'effectif de la coalition dans cette région de l'Afghanistan a plus que doublé depuis l'époque de l'opération *Enduring Freedom*.

Les médias ont couvert les opérations des Forces canadiennes face à une opposition armée dans la province de Kandahar alors que nous avons étendu notre présence dans des régions qui, jusqu'à tout récemment, étaient considérées comme les bastions imprenables des talibans. Ce faisant, nous les avons déstabilisés, nous avons affaibli leur capacité opérationnelle et nous avons étendu la portée des autorités afghanes dans ces régions.

Par le biais des opérations *Mountain Thrust* et *Méduse*, les forces internationales, et les Canadiens en particulier, ont défait l'offensive fort publicisée des talibans du printemps et de l'été 2006 et démontré hors de tout doute la détermination de la FIAS. Les talibans ont déclaré publiquement plus tôt dans la nuit que leurs troupes reprendraient Kandahar et que les soldats américains et de l'OTAN seraient chassés.

Comme le Brigadier-général Fraser l'a souligné récemment, nous sommes toujours là, plus forts et plus déterminés que jamais. Nous tenons les districts de Pashmul et de Panjwai, le cœur de l'ancien régime des talibans — et Kandahar n'est plus sous la menace directe des combattants talibans.

Comme l'a souligné récemment le général James Jones, Commandement suprême allié pour l'Europe, « les insurgés ont choisi de tester le Canada et le Canada a répondu magnifiquement ».

Mais nous ne nous faisons aucune illusion à propos de la signification de tout cela. Ayant échoué dans des opérations plus conventionnelles en août et en septembre, les talibans reviendront à leurs tactiques traditionnelles d'intimidation — terroriser et victimiser les hommes, les femmes et les enfants afghans innocents.

Le défi pour nous est de transformer ces victoires tactiques en des gains à plus long terme pour le peuple afghan — leur offrir de l'espoir là où les talibans leur offrent de la haine.

Et nous reconnaissons certainement que nous n'y parviendrons pas uniquement par des moyens militaires.

[Français]

En ce qui concerne la capacité de sécurité, comme je l'ai mentionné plus tôt, nos efforts visent un équilibre entre le maintien d'un environnement sécuritaire et stable dans Kandahar et à bâtir la capacité des Forces de sécurité nationales afghanes. Beaucoup de progrès ont été accomplis par la communauté internationale au cours des trois dernières années pour aider à créer une armée nationale afghane. Cependant, c'est une entreprise gargantuesque, et il est irréaliste de penser que des résultats soutenables seront atteints en peu de temps.

Cela s'applique aussi aux forces de la Police nationale afghane. Ces dernières sont particulièrement essentielles au niveau des districts et des villages. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité et la quantité de ces forces. Les Forces canadiennes et l'équipe de tout le gouvernement sont activement engagées à bâtir une capacité à l'intérieur des Forces de sécurité nationale afghanes.

Au niveau national, nous avons un certain nombre d'officiers d'état-major des Forces canadiennes, sous le commandement du brigadier-général Gary O'Brien, enchâssés et jouant un rôle clé avec le Commandement combiné pour l'instruction et la sécurité dirigé par les États-Unis à Kaboul. Ce quartier général gère un programme de plusieurs milliards de dollars visant à organiser, former et équiper l'Armée nationale afghane et à réformer et bâtir la Police nationale afghane. Un certain nombre d'officiers de la GRC se joindront aussi à ce groupe au cours des prochaines semaines.

Nous avons aussi 15 membres des Forces canadiennes fonctionnant comme une équipe de formation travaillant directement avec les soldats de l'armée nationale afghane au Centre de formation militaire de Kaboul. Ce cadre d'instruction supervise les instructeurs et les soldats afghans pour les tactiques et compétences de petites unités, à titre d'étape finale de leur formation de base avant leur déploiement opérationnel avec les unités militaires afghanes dans le pays.

Nos soldats ont une réputation bien méritée d'excellents instructeurs, et l'impact de ce groupe relativement réduit de Canadiens est important pour des milliers de soldats afghans en route hors du centre de formation.

• (1545)

[Traduction]

Dans la province de Kandahar, nos efforts de création d'une capacité de sécurité ont aussi été importants et augmentent chaque jour. Nous avons récemment complété le déploiement d'une équipe de supervision et de liaison opérationnelle de 64 personnes qui sera enchâssée et travaillera étroitement avec un bataillon d'infanterie de l'Armée nationale afghane dans Kandahar et avec divers éléments de quartiers généraux. L'intention est d'avoir des Canadiens pour superviser, former et soutenir les unités de l'armée afghane qui travailleront avec les unités des Forces canadiennes dans la province. Si nous réussissons, avec le temps, il y aura une réduction graduelle

de nos forces de combat et une augmentation correspondante de notre contribution à l'équipe de supervision et de liaison opérationnelle.

L'équipe de reconstruction provinciale de Kandahar a aussi été très orientée sur la création de capacités. Une initiative importante et fructueuse a été la création d'un centre de coordination interarmées composé de membres des Forces canadiennes et de la police nationale afghane situé au cœur de la ville, près du palais du gouverneur. Le centre de coordination interarmées joue un rôle clé en fournissant de l'information sur les incidents et accidents et aide à coordonner la réaction d'intervention rapide entre les Forces afghanes et la FIAS.

Les membres de l'équipe de reconstruction provinciale assiste à de nombreuses réunions de sécurité avec des représentants de toutes les forces de sécurité nationale afghanes majeures pour discuter des efforts coordonnés pour résoudre les problèmes tels la sécurité, les ressources, les opérations et le partage de renseignements.

[Français]

Le peloton de la Police militaire de l'Équipe de reconstruction provinciale, ÉRP, ainsi que les représentants de la GRC et de la police civile travaillent étroitement avec la direction de la Police nationale afghane pour développer leurs capacités de police. Tous les éléments ont été engagés dans une variété d'activités de formation au Camp Nathan Smith, incluant la manutention des engins explosifs improvisés, la patrouille, la fouille des suspects et des procédures des points de contrôle des véhicules, dans un effort pour rendre plus professionnels les agences de maintien de l'ordre. La GRC et la Police militaire ont aussi joué un rôle important dans la plus récente initiative, qui consistait à recruter et former une force de police auxiliaire pour la province de Kandahar.

Je dois aussi noter qu'un élément substantiel de l'effort de reconstruction financé par le ministère de la Défense nationale porte sur l'équipement et l'infrastructure de la Police nationale afghane.

[Traduction]

Tel que mentionné précédemment, selon une perspective canadienne, nous envisageons ce défi — soutenir le développement des forces de sécurité nationale afghanes professionnelles, crédibles et de confiance — comme notre ligne de travail la plus importante. Le défi à court terme est d'augmenter la présence tant de l'Armée nationale afghane que de la Police nationale afghane dans la province de Kandahar de sorte que nous puissions les soutenir au lieu de l'inverse.

Quelques mots au sujet de nos progrès en gouvernance, reconstruction et développement. Vous avez l'occasion d'entendre le Colonel Mike Capstick sur le rôle de notre équipe consultative stratégique en soutien à divers ministères du gouvernement afghan. Je ne reviendrai donc pas sur cette réussite. Je me contenterai de dire que le rapport que j'ai reçu des Afghans est que cette équipe est respectée, éprouvée et contribue beaucoup à bâtir une capacité de développement de la gouvernance au niveau national à Kaboul.

À Kandahar, notre équipe de reconstruction provinciale fait aussi de grands progrès. Le défi essentiel de notre équipe 3D est de bâtir une fondation ferme pour l'avenir à plus long terme de l'Afghanistan — ce qui est une chose pour laquelle l'Agence canadienne du développement international est très respectée et qu'elle fait très bien — et en même temps atteindre à court terme des résultats visibles qui gagneront la confiance et l'appui de la population locale.

Dans une zone de guerre active, c'est un travail difficile. En fait, de plusieurs façons, ceci est contre-intuitif. Notre équipe, dirigée par l'ACDI, a consacré une énergie considérable sur le terrain à bâtir les processus consultatif et décisionnel aux niveaux provincial, de district et communautaire pour s'assurer que l'équipe de reconstruction provinciale livre au bon endroit et selon les bonnes priorités ce dont les Afghans ont besoin et souhaitent. Cette insistance sur le processus ne donne pas une image intéressante, mais c'est certainement la clé pour atteindre des résultats soutenables qui se fondent sur la confiance et l'appui de la population.

En plus des questions de processus, nous sommes en voie de renforcer l'équipe de reconstruction provinciale avec des forces de sécurité supplémentaires ainsi que des ingénieurs et des gestionnaires de projets qui auront, avant longtemps, un effet dramatique sur ce que l'équipe de reconstruction provinciale est capable de fournir.

Cela ne signifie aucunement qu'il n'y a pas eu de progrès au cours des derniers mois. Au cours de son discours de départ la semaine dernière, le brigadier-général Fraser a fait référence aux 146 kilomètres de nouvelles routes qui ont été construites dans la province de Kandahar seulement, des plus de 100 000 mètres de canaux et plus de 1 000 puits creusés.

• (1550)

[Français]

Le brigadier-général Howard a accepté de vous soumettre une liste des projets en cours et complétés. Donc, je n'entrerai pas dans les détails des projets individuels.

Aujourd'hui, les efforts de l'Équipe de reconstruction provinciale portent surtout sur la capitalisation des récents succès de l'Opération Méduse pour permettre aux populations locales des districts de Panjwayi et de Zharey, qui ont été terrorisées par les talibans pendant plusieurs mois, de retrouver un certain niveau de normalité.

L'ÉRP a travaillé étroitement avec le Comité de gestion des désastres provinciaux, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, la MANUA, le Programme alimentaire mondial, le PAM, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et non gouvernementales, pour aider ces gens à retourner sur leurs terres et dans leurs foyers, et leur fournir des secours humanitaires immédiats. En même temps, une sélection de projets à impacts rapides est présentement soumise aux autorités locales pour obtenir leur approbation.

[Traduction]

Si vous voulez bien vous reporter aux diapositives 5 et 6. L'autre principal projet est la construction en cours de la route Summit, dont vous avez déjà entendu parler, qui est une route revêtue de construction récente qui traverse le district de Zharey et relie le district de Panjwai. Ceci était bien sûr le principal champ de bataille pendant l'opération Méduse.

Le gouvernement allemand a accepté de financer le revêtement d'une grande partie de cette route et le contrat entre le gouvernement allemand et la Force internationale d'assistance à la sécurité a déjà été conclu. Les ingénieurs des Forces canadiennes participent de très près à la planification et à l'exécution des travaux. L'importance de cette route est qu'elle relie les districts de Zharey et de Panjwai à la principale route d'accès de la province de Kandahar, l'autoroute 1, et qu'une fois achevée elle aidera certainement à stimuler le commerce et les déplacements de la population locale.

J'ajouterai quelque chose qui ne figure pas dans vos notes. Le tronçon sud de cette route sera financé et construit par des Canadiens grâce aux travaux préparatoires des ingénieurs des Forces cana-

diennes. Nous nous attendons à ce que les travaux commencent dans deux ou trois jours.

Pour conclure sur ce sujet, je voudrais simplement dire que l'équipe de reconstruction provinciale est le véritable point focal de notre action trois-D à Kandahar. L'ACDI et la GRC ont augmenté leur présence dans l'EPR ces derniers mois et la composante des Forces canadiennes verra aussi une augmentation importante le mois prochain.

Je dois dire que dans mes 33 années de service, dont une grande partie a été consacrée aux opérations internationales, jamais je n'ai vu meilleure coopération entre des ministères du gouvernement. Ce n'est pas parfait, mais il s'agit à bien des égards d'un territoire nouveau, et chacun de nous apprend chaque jour. Beaucoup de travail excellent est en cours et j'espère que ceci deviendra plus évident pour vous et pour tous les Canadiens dans les mois à venir.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur l'avenir. Le 1^{er} novembre, le Brigadier-général Tim Grant a pris le commandement des Forces canadiennes en Afghanistan des mains du Général Fraser. Grâce au transfert du commandement multinational des Canadiens aux Hollandais, le Brigadier-général Grant pourra se consacrer davantage aux effets et aux résultats dans la province de Kandahar tout en conservant le commandement général de tout le personnel des Forces canadiennes en Afghanistan.

Trois principales composantes sont placées sous son commandement: une équipe de reconstruction provinciale nettement améliorée dotée d'une force de sécurité plus robuste lui conférant une plus grande autonomie d'opération dans la province ainsi qu'une meilleure capacité technique pour soutenir l'identification, la gestion et l'exécution des projets; un groupement tactique renforcé grâce à des chars et d'autres moyens destinés à améliorer sa mobilité, sa puissance de feu et sa protection, lui donnant ainsi l'agilité nécessaire pour conduire des opérations de sécurité à l'endroit et au moment où les autorités afghanes et la population locale en ont besoin; troisièmement, des équipes de liaison et de mentorat opérationnel incorporées aux unités de l'Armée nationale afghane dont l'unique vocation est de renforcer la capacité afghane.

Pour conclure, je participe directement et sans interruption à l'effort canadien en Afghanistan depuis le début de 2002. À l'origine, j'ai commandé l'opération Apollo, qui était la contribution des Forces canadiennes à l'Opération Liberté Immuable dans ses premiers temps; j'ai ensuite été chef du renseignement de la Défense pendant trois ans, où mon principal champ d'action était l'Afghanistan et, plus récemment, commandant du CONFEC.

Les critiques peuvent trouver des choses à redire où ils le voudront. Le fait demeure que les progrès réalisés en Afghanistan depuis 2002 sont spectaculaires et que la contribution du Canada a été et est toujours un facteur déterminant.

• (1555)

[Français]

La contribution précédente du Canada à la FIAS, entre 2003 et 2005, et le rôle de leadership qu'il a joué aux premiers jours de l'implication de l'OTAN avec la FIAS ont été à la fois significatifs et hautement réussis en termes d'impact sur le gouvernement de l'Afghanistan et du peuple de Kaboul.

[Traduction]

Étant donné que le Canada n'a été engagé dans le Sud que depuis peu, il est encore trop tôt pour faire état de résultats concrets et visibles de notre effort collectif. Les meilleurs résultats concernent le renforcement de la capacité et la gouvernance, ce qui permettra des progrès soutenables dans le Sud, des sujets qui n'attirent pas l'attention des médias.

Nous avons quand même eu des effets. Notre présence dans la province de Kandahar — la première présence d'une coalition dans de nombreux sanctuaires des talibans — a déclenché les réactions attendues de la part des talibans et d'autres forces de l'opposition. Il s'agit donc d'un cas de réussite en demi-teintes, les progrès en matière de stabilité et de sécurité étant entachés par les attaques de plus en plus nombreuses des forces de l'opposition.

Je me souviens du mois de février, au moment où les Canadiens ont pris le commandement à Kandahar. Le Lgénéral Karl Eikenberry, le commandant de la coalition de l'opération Enduring Freedom, a déclaré publiquement qu'il s'attendait tout à fait à une recrudescence de l'activité des insurgés au printemps et au début de l'été. C'est précisément ce que l'on a observé ces derniers mois.

Kandahar et la région du Sud étaient le point de départ du mouvement taliban de l'Afghanistan d'avant 2001. Aujourd'hui, l'insurrection est toujours déterminée à renverser le gouvernement national légitime et démocratiquement élu. Puisque nous sommes là pour aider le gouvernement et la population, nous continuerons d'être la cible des insurgés dont les attaques aveugles montrent bien le peu de soucis qu'ils ont pour les populations civiles. C'est donc dire que les progrès dans le Sud et dans l'Est de l'Afghanistan seront lents.

Personnellement, je pense que la démarche multidisciplinaire du Canada et des Forces canadiennes en Afghanistan, axée sur la collaboration avec les autorités afghanes légitimes et la communauté internationale, est la bonne.

Du point de vue strictement militaire, nous ne nous reposons pas sur nos lauriers. La communication est bonne à tous les niveaux de la chaîne de commandement et horizontalement avec nos partenaires étrangers et des 3D. Nous participons tous quotidiennement à l'évaluation de cette mission très dynamique et complexe et de ses progrès. La structure de la force et ses capacités ont évolué et nous continuerons à les adapter en fonction des circonstances.

J'ai visité nos troupes en Afghanistan à cinq reprises au cours des huit derniers mois, la dernière fois il y a deux semaines, et j'ai parlé à des centaines de nos soldats à chacune des visites. La plupart ont connu le combat. À l'extérieur du périmètre de ces activités, ils mangent, dorment, vivent et font leur travail dans des conditions que la plupart des Canadiens trouveraient difficiles à imaginer. Malgré les difficultés auxquelles ils font face, ils sont déterminés à réussir et sont positifs face à leurs réalisations. Ils ont ce que j'estime être une compréhension aiguë de leur mission et de ce qui doit être fait pour aider au redressement de l'Afghanistan. Ils croient en ce qu'ils font. C'est quelque chose que j'entends régulièrement.

[Français]

Mesdames et messieurs, je vous remercie de m'avoir donné la chance de vous adresser la parole et de discuter avec vous. Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

[Traduction]

Monsieur le président, pardonnez-moi de m'être étendu si longtemps. Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

Le président: Je vous remercie. Nous allons entreprendre une série de questions de sept minutes chacune.

Monsieur Cannis, à vous de commencer.

• (1600)

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président. S'il me reste du temps, je le laisserai à M. McTeague.

Général Gauthier, soyez le bienvenu au comité. Merci de votre exposé circonstancier. Avant de continuer, j'aimerais vous questionner à propos d'une observation que vous avez faite. Vous avez dit que les critiques peuvent trouver à redire.

Comment réagissez-vous quand quelqu'un, une association ou un groupe, formule des critiques positives ou exprime une opinion à propos de notre mission en Afghanistan? Trouvez-vous qu'ils ne soutiennent pas nos hommes et nos femmes ou qu'ils manquent de patriotisme? J'aimerais une courte réponse à cette question.

Lgénéral J.C.M. Gauthier: Je ne dirais sûrement pas qu'il manque de patriotisme et loin de moi l'idée de contester à qui que ce soit le droit au Canada de dire ce qu'il veut à propos de la mission. La position classique à propos du rôle des militaires dans une démocratie, c'est qu'ils seront là pour défendre le droit des gens de s'exprimer. Je suis catégorique sur ce point.

Je dirais seulement que du point de vue des soldats à l'étranger, en fonction du ton ou de la teneur des interventions, dans certains cas cela peut miner leur confiance à un certain point. En contre-partie, il y a des manifestations comme les « vendredis rouges » que l'on voit ici au Canada,

Je vous l'assure: je n'ai absolument rien contre les reproches qui sont formulés.

M. John Cannis: Je vois que vous croyez en la démocratie et je l'apprécie.

Vous avez parlé des talibans et de la façon dont ils terrorisent des victimes innocentes, si je peux vous citer. On sait, on nous a dit ou nous avons lu, que le président Karzai parle ou négocie avec les talibans. Ici, dans notre pays, et ailleurs, certains ont dit que l'on ne traite pas avec l'ennemi. On ne lui parle pas, jamais.

Comment envisagez-vous la situation entre le président Karzai et les talibans? Cela ne met-il pas en danger nos soldats et ceux de l'OTAN en Afghanistan?

Lgén J.C.M. Gauthier: Il y a plusieurs façons de vous répondre. Tout d'abord, il y a un programme — le CEMD l'a mentionné dans son témoignage précédent, je crois — appelé « La paix par la force ». C'est un programme du gouvernement afghan dans lequel la FIAS et les Canadiens n'ont pas de rôle particulier mais auquel peuvent se rallier, comme ils y sont encouragés, les Afghans qui ont eu des affiliations avec les talibans et qui souhaitent y mettre fin. C'est un programme géré par les autorités nationales, provinciales et locales pour favoriser les appuis au gouvernement de l'Afghanistan.

Pour ce qui est des négociations avec les talibans, nous sommes là pour appuyer le gouvernement de l'Afghanistan. Ce n'est sûrement pas nous qui négocions avec les talibans. Ce que le président Karzai et ses collaborateurs choisissent de faire dépend entièrement d'eux.

M. John Cannis: Oui, je le respecte, mais nous essayons de combattre des insurgés, général, et c'est le sang des Canadiens qui est répandu. Or, on nous dit que le président Karzai est en négociation avec ceux qui tuent des Canadiens et d'autres ressortissants.

A-t-il été question de rencontrer des représentants du gouvernement légitime d'Afghanistan, comme vous les avez appelés, pour élaborer une stratégie pour la suite des événements, si nous continuons d'avoir des contacts avec ces gens-là? D'autres politiciens comme moi ont suggéré d'avoir des contacts avec eux. Je vais m'abstenir de me prononcer là-dessus, mais cela a été suggéré.

A-t-on proposé de s'entendre sur une façon de faire: prenons-nous contact avec eux ou pas?

Avec vos 33 années d'expérience, qu'en pensez-vous?

• (1605)

Lgén J.C.M. Gauthier: J'en pense que, comme simple soldat concentré sur la question militaire et de la sécurité, c'est que je n'en pense rien, honnêtement. Le gouvernement du Canada a peut-être une position. Il faudrait poser la question au ministère des Affaires étrangères.

M. John Cannis: Entendu. J'apprécie votre honnêteté.

Lors de sa visite au Canada, le président Karzai a aussi dit à la télévision que cette année, 200 000 enfants de moins que l'an dernier fréquentent l'école. Il a insisté sur la très grande importance de la reconstruction, il va sans dire. D'autres témoins et des articles nous disent que la reconstruction ne progresse pas comme elle le devrait parce que les fonds n'arrivent pas comme ils le devraient en raison d'obstacles à propos desquels vous pourriez nous éclairer.

D'après ce qu'a dit le président Karzai, on recule au lieu d'avancer. Les talibans font preuve de beaucoup d'agressivité au combat, prennent l'initiative, terrorisent les Afghans et empêchent les jeunes gens d'aller à l'école. On nous dit aussi que les infrastructures sont détruites au fur et à mesure qu'elles sont construites.

Dans quelle mesure à votre avis faisons-nous des progrès sur ce front?

Lgén J.C.M. Gauthier: J'étais dans le parterre de la Chambre des communes quand le président Karzai vous a tous parlé des progrès réalisés en Afghanistan. Je n'ai pas eu le sentiment, à entendre ses propos, qu'à son avis l'Afghanistan régressait, sauf votre respect.

M. John Cannis: Je sais, parce que ses questions... Je vais vous référer... C'est sur une bande audio. Il a parlé avec Don Newman et les bandes sont ici. C'est de là que ça vient. S'il a induit en erreur Don Newman, il en a fait autant pour les téléspectateurs canadiens et moi. Ce n'est pas quelque chose que j'ai inventée.

Je vais m'arrêter ici, monsieur le président. S'il reste du temps...

Le président: Il vous reste neuf secondes. Alors aussi bien enchaîner.

M. John Cannis: Voilà.

Le président: Cela fait plaisir de vous voir, Dan.

Nous allons passer à M. Bachand.

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue au général.

Mon général, d'abord, dans les signes hiérarchiques, je connais les étoiles et les feuilles d'érable. Vous en avez trois, et je pense que le général Fraser en avait deux. Est-ce bien cela? Il n'en avait qu'une.

Cela signifie donc que vous êtes supérieur à lui de deux rangs. Le troisième rang, ce sera quand vous serez le chef de l'état-major. Est-ce cela?

Selon ce que j'ai lu dans la documentation, c'est vous qui déterminez pas mal l'instruction préalable au déploiement et les règles d'engagement. Ces responsabilités sont-elles effectivement les vôtres?

Lgén J.C.M. Gauthier: Jusqu'à un certain point, oui.

M. Claude Bachand: Jusqu'à quel point le sont-elles?

Lgén J.C.M. Gauthier: Elles ne le sont pas entièrement. Les règles d'engagement sont le lot du chef...

M. Claude Bachand: Elles relèvent du chef d'état-major.

Il y a donc des responsabilités qui relèvent de vous, et d'autres qui relèvent du chef d'état-major.

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est bien cela.

M. Claude Bachand: La personne qui est sur le théâtre d'opération, comme le général Fraser, reçoit les ordres de différentes personnes, et elle doit les appliquer.

Lgén J.C.M. Gauthier: Le général Fraser ne reçoit ses ordres que d'une personne.

M. Claude Bachand: Les reçoit-il de vous?

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est bien cela. C'est clair.

M. Claude Bachand: Très bien, mais reçoit-il de vous les règles d'engagement?

Lgén J.C.M. Gauthier: Oui.

M. Claude Bachand: Il les reçoit de vous.

Le général Hillier vous les transmet, donc, et vous les transmettez ensuite.

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est bien cela. Oui.

M. Claude Bachand: D'accord.

Si j'affirmais que depuis le jour d'arrivée des troupes à Kandahar, la mission est devenue beaucoup trop axée sur le fait militaire et sur la défense, comparativement au développement et à la diplomatie — on peut aussi parler des 3D —, seriez-vous d'accord avec moi?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je poserais la question: axée dans quel sens?

Nous avons un plan de campagne, trois piliers — ou trois lignes — d'opération, dont deux ont le rôle militaire de soutenir la reconstruction, la gouvernance, la croissance des capacités, etc. La réalité sur le terrain dans le sud de l'Afghanistan exige avant tout que nous conduisions des opérations menant à un environnement sécuritaire dans lequel les agences et les éléments de reconstruction peuvent travailler.

• (1610)

M. Claude Bachand: La protection que vous octroyez aujourd'hui est donc supérieure à la protection que vous octroyiez au premier jour quand vous êtes arrivés à Kandahar.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je dirais que oui.

M. Claude Bachand: Vous diriez que oui. C'est peut-être pour cela que l'on envoie maintenant 20 chars d'assaut et qu'on vient d'envoyer des gens du Royal 22^e Régiment pour protéger l'Équipe provinciale de reconstruction en question. Est-ce bien cela?

Lgén J.C.M. Gauthier: La compagnie du Royal 22^e Régiment est justement là pour fournir un appui aux éléments de sécurité et de gouvernance, afin que l'Équipe de reconstruction provinciale puisse impliquer les districts et les villages partout dans la province.

M. Claude Bachand: D'accord. Cela signifie donc que les 2 000 ou 2 200 autres soldats font vraiment à la chasse aux talibans.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne dirais pas cela, non.

M. Claude Bachand: Pardon?

Lgén J.C.M. Gauthier: Non.

M. Claude Bachand: Pourquoi ne diriez-vous pas cela? Où sont-ils alors?

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est un élément de soutien, évidemment, pour le...

Comment dit-on *air field* en français, monsieur Bachand?

M. Claude Bachand: Aéroport.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je veux parler de l'équipe de supervision et de liaison opérationnelle qu'on appelle OMLT en anglais.

M. Claude Bachand: Ce sont les 13 personnes?

Lgén J.C.M. Gauthier: Non, il s'agit de 64 personnes, monsieur Bachand. C'est ce que j'ai dit il y a quelques instants. Mais effectivement, la grande proportion de la force opérationnelle canadienne déployée en Afghanistan aujourd'hui est là pour assurer la sécurité, afin qu'ensuite la reconstruction et le développement progressent.

M. Claude Bachand: Oui, mais il y a plusieurs options pour assurer la sécurité. J'ai vu vos troupes en action: elles faisaient des périmètres de sécurité. Un périmètre de sécurité, c'est une mesure défensive, mais je pense que dans votre esprit, cela va plus loin. Selon vous, assurer la sécurité, c'est aussi passer à des actions

offensives contre les talibans pour nettoyer les poches. Est-ce que je lis bien votre pensée à cet égard?

Lgén J.C.M. Gauthier: Non. Il faut établir des zones sécuritaires avant tout, c'est-à-dire établir une présence militaire. Il n'est pas absolument essentiel que cette présence militaire soit canadienne. Ce pourrait être une présence militaire afghane ou une présence sécuritaire de la police afghane. Ce n'est donc pas strictement militaire.

Quand je parle de progrès accomplis depuis février 2006, je pense à ce que nous avons vu en arrivant dans la province de Kandahar au mois de février. C'était le déploiement d'une force américaine basée entièrement à l'aéroport de Kandahar. Aujourd'hui, des forces sont dispersées dans plusieurs secteurs de la province de Kandahar. C'est un progrès. Je ne dis pas qu'on se bat partout, mais on établit de la sécurité dans plusieurs zones.

M. Claude Bachand: Le Canada apporte une contribution à l'autonomie de l'armée afghane en lui fournissant des instructeurs. N'avez-vous pas parlé plus tôt de 15 instructeurs?

Lgén J.C.M. Gauthier: Nous avons 15 instructeurs au Centre d'instruction militaire de Kaboul. C'est là que les recrues reçoivent leur entraînement militaire de base avant d'être mutés à Kandahar, dans le sud, dans l'est, dans le nord ou dans l'ouest du pays. C'est à ce stade que nos fameux OMLT travaillent avec ces soldats.

M. Claude Bachand: Est-ce terminé, monsieur le président?

[Traduction]

Le président: Pile.

Mme Black, puis M. Hiebert.

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Merci beaucoup.

Général Gauthier, merci du temps que vous nous accordez aujourd'hui et de votre exposé très complet.

J'ai quelques questions à vous poser. Vous avez abordé un de ces points dans votre exposé quand vous avez dit que les Canadiens s'y sont d'abord rendus dans l'opération Enduring Freedom et qu'ils appartiennent aujourd'hui à la FIAS. Je me demande de quelle façon, si c'est le cas, nous sommes toujours en contact avec l'opération Enduring Freedom. Le sommes-nous toujours? Les Américains opèrent-ils dans le même secteur? Avons-nous quelque interaction que ce soit avec eux? Conduisons-nous des opérations conjointes avec les membres de l'opération Enduring Freedom?

• (1615)

Lgén J.C.M. Gauthier: Sans entrer dans des questions opérationnelles précises, si vous me le permettez, madame, l'élément de renforcement de la capacité de la force de sécurité nationale afghane de la contribution des États-Unis fait aussi partie de l'opération Enduring Freedom. Le détachement d'instruction de 15 personnes que nous avons au centre de formation militaire de Kaboul opère en fait dans le cadre de l'opération Enduring Freedom.

Mme Dawn Black: Mais pas à Kandahar.

Lgén J.C.M. Gauthier: Ce n'est pas une fonction de la FIAS.

Certains de nos éléments sont incorporés à ce commandement, le Combined Security Transition Command, qui investit des milliards de dollars à la consolidation de l'Armée nationale afghane et à constituer la Police nationale afghane. Des militaires canadiens travaillent à ce QG, auquel se joindront prochainement des agents de la GRC. À strictement parler, ils feront partie de l'opération Enduring Freedom.

Mme Dawn Black: Livrons-nous des opérations de combat avec l'opération Enduring Freedom?

Lgén J.C.M. Gauthier: Dans le Sud de l'Afghanistan et dans l'Est de l'Afghanistan, il y a des éléments de l'opération Enduring Freedom qui mènent des opérations qui pourraient être extérieures au mandat de la FIAS. Elles se font avec une pleine visibilité, une pleine coordination, avec les commandants à la base de chaîne de commandement. De fait, la coopération est excellente.

Mme Dawn Black: J'ai quelques questions sur les équipes provinciales de reconstruction, les EPR. Est-ce qu'à Kandahar elles interagissent avec les ONG internationales?

On me dit que beaucoup d'ONG ont quitté la région et ne veulent plus travailler à Kandahar. Plusieurs choses les inquiètent hormis la sécurité; elles s'inquiètent notamment de la militarisation de l'aide et du développement. C'est pourquoi je veux savoir si nous avons des liens avec les ONG là-bas.

Notre EPR fait-elle partie du réseau des EPR dans les autres provinces de l'Afghanistan?

Lgén J.C.M. Gauthier: Il y a une équipe provinciale de reconstruction, en réponse à votre dernière question. Il y a une structure de gestion, un cadre de gestion pour les équipes provinciales de reconstruction avec participation afghane. Auparavant, c'était une participation de l'opération Enduring Freedom. Honnêtement, ils n'y participent peut-être plus directement. En tout cas, il y a une participation de la FIAS. Tous sont à la table, avec des représentants des EPR qui participent régulièrement aux réunions. Les Afghans et ceux qui travaillent dans les EPR convergent ou coopèrent à faire converger l'accès.

Votre question à propos des organisations non gouvernementales, internationales et autres — parce qu'il y a une différence là aussi; il y a les locales par opposition aux internationales. Je vais vous donner un oui superficiel à ça. Je ne peux pas nommer les organisations non gouvernementales avec lesquelles nous travaillons, mais je vous assure que nous travaillons avec des ONG.

Mme Dawn Black: Pourriez-vous nous fournir cette information à une date ultérieure?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je pense que ce serait une bonne question à poser lorsque vous irez en Afghanistan et que vous rencontrerez les membres de l'équipe provinciale de reconstruction. Ils vous donneront une idée très claire de la situation.

Mme Dawn Black: Nous savons qu'aujourd'hui le Programme alimentaire mondial réclame à nouveau de l'argent pour l'Afghanistan. La famine qui règne là-bas et la difficulté à acheminer la nourriture à ceux qui en ont besoin constituent de très graves problèmes.

Par ailleurs, après avoir parlé à ceux qui travaillent sur le terrain en Afghanistan à d'autres égards, si l'économie locale ne s'améliore pas et si les propriétaires de petites entreprises n'ont pas la possibilité d'améliorer leur vie... Ils considèrent que c'est un facteur indispensable pour assurer la paix et la sécurité en Afghanistan.

Vous avez parlé de projets à impact rapide. J'aimerais savoir en quoi ils consistent. Vous avez dit qu'ils sont en train d'être approuvés. Je me demande s'ils ont un fondement économique.

L'autre partie de cette question c'est... L'autre chose dont m'ont parlé les gens en Afghanistan, et en particulier dans la province de Kandahar, c'est qu'il existe du favoritisme ou de la corruption même de la part des autorités locales là-bas et du gouvernement local pour ce qui est de décider qui obtient de l'électricité dans le cadre du projet diesel. C'est une situation qui existe, pas uniquement avec l'approvisionnement en électricité, mais à d'autres égards.

J'aimerais savoir en quoi consiste notre rôle pour ce qui est de nous assurer de réduire la corruption dans le cadre de la prestation de services de la part du gouvernement local.

• (1620)

Lgén J.C.M. Gauthier: Ce sont toutes de bonnes questions à poser à l'ACDI. Ce sont des questions dont j'ai évidemment beaucoup parlé lors de mes diverses visites avec les représentants de l'ACDI et d'autres membres de l'équipe provinciale de reconstruction.

Mais cela fait partie des activités centrales de l'ACDI. Nous mettons l'accent sur la sécurité. L'ACDI pour sa part s'occupe de développement durable...

Mme Dawn Black: Mais votre exposé traite de l'approche des 3D, donc je pensais...

Lgén J.C.M. Gauthier: Mais c'est la raison pour laquelle je suis sûr qu'ils sont sur la bonne voie. Ils sont préoccupés par la corruption, ils tiennent à établir des processus qui seront durables à long terme. Cela représente une importante partie de leur travail.

En ce qui concerne le Programme alimentaire mondial et la façon dont nous collaborons avec les responsables de ce programme, je peux vous dire qu'après l'opération Méduse, l'équipe provinciale de reconstruction a participé directement au Programme alimentaire mondial. Je peux vous donner des chiffres, si vous n'en avez pas déjà pris connaissance. L'équipe provinciale de reconstruction a remis 10 388 colis de nourriture à l'intention des familles dans les districts de Zharey et de Panjwai, et ce, dans le cadre du Programme alimentaire mondial — 542 colis dans la seule semaine du 22 octobre.

Mme Dawn Black: Mais on nous dit qu'il y a 100 000 personnes déplacées en Afghanistan qui ne reçoivent pas de nourriture...

Le président: Madame Black, votre temps est écoulé.

Monsieur Hiebert, vous avez sept minutes.

M. Russ Hiebert (Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Tout d'abord, à titre de secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, je tiens à vous féliciter d'avoir été décoré de l'Ordre du mérite militaire, qui a été créé pour reconnaître le service méritoire et pour l'attachement au devoir. Vous devez être très fier de vos réalisations, et nous sommes très fiers de vos réalisations. Je sais que mes collègues se joignent à moi pour vous féliciter et vous remercier du service que vous avez rendu au Canada.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je vous remercie.

M. Russ Hiebert: Ma première question concerne ce que vous avez accompli dans le cadre de l'opération Méduse. Pourriez-vous simplement nous décrire de façon générale ce que vous avez réalisé dans le cadre de cette mission en particulier?

Lgén J.C.M. Gauthier: Avant l'opération Méduse, nous avons commencé à constater qu'un grand nombre d'opposants au gouvernement afghan étaient déterminés à arracher le pouvoir des autorités légitimes dans la région de Panjwayi-Zhary. C'est à ce moment-là que nos forces ont été attaquées.

Comme vous l'avez déjà entendu, on avait constaté que la présence des talibans était importante au point où un très important nombre de talibans ont adopté une approche plus conventionnelle comparativement aux tactiques insurrectionnelles qu'ils avaient adoptées plus tôt. Ils ont expulsé par la force des milliers de résidents de la région, qui se sont retrouvés sans toit, obligés de se débrouiller seuls. La situation s'est dégradée au point où, du point de vue de l'armée, du point de vue de la coalition et du point de vue du gouvernement national afghan, il fallait intervenir: a) pour montrer la détermination de la FIAS, et b) pour montrer au peuple afghan que nous étions prêts à nous battre en son nom pour l'aider. Les médias ont bien couvert les résultats de l'opération Méduse, dans une perspective militaire.

Depuis, on constate la présence des membres des Forces canadiennes et des forces de sécurité nationale afghanes dans une importante portion d'un secteur particulier. On met entre autres l'accent sur l'aspect humanitaire; il y a la possibilité de reconstruction. Je pourrais citer les mêmes chiffres que j'ai mentionnés plus tôt — le nettoyage de 100 000 mètres de fossés d'irrigation. Il y a la route du Sommet, qui ouvrira la région au commerce. J'espère qu'au cours des prochaines semaines et des prochains mois, l'équipe de reconstruction provinciale et la région du sud feront état de façon très positive de projets et de résultats concrets qui ont pu être menés à bien grâce à la réussite de l'opération Méduse.

• (1625)

M. Russ Hiebert: Très bien.

Une deuxième et dernière question de ma part, après quoi je céderai le reste de mon temps à mon collègue. Quelles sont les plus grandes difficultés auxquelles vous faites face sur le terrain pour ce qui est d'atteindre les objectifs stratégiques?

Lgén J.C.M. Gauthier: Quelles sont les plus grandes difficultés auxquelles nous faisons face? Je pense que la première difficulté concerne actuellement la perspective pangouvernementale canadienne. C'est notre première expérience collective, c'est-à-dire de la part du ministère des Affaires étrangères, de l'ACDI, des forces policières, de la GRC et d'autres ministères qui participent ensemble à une approche concertée et relativement cohérente afin d'axer sur la stabilisation, la sécurité, la reconstruction et le développement dans une zone de guerre active, ce qui correspond effectivement à la situation qui existe à l'heure actuelle dans le Sud de l'Afghanistan.

Cela présente de nombreuses difficultés. Nous en apprenons davantage chaque jour. Nous apprenons à parler la même langue. Nous apprenons à concilier les exigences en matière de développement à plus long terme et de reconstruction à plus court terme, et à faire le lien entre ces exigences et la nécessité d'assurer un environnement sûr.

Dans une perspective axée sur les 3D ou une perspective pangouvernementale, il existe des difficultés, mais je crois honnêtement qu'il existe plus de possibilités que de difficultés. Je crois que nous sommes en train de faire oeuvre de pionniers en Afghanistan et c'est une expérience qui nous sera utile à l'avenir, quels que soient les autres pays où le gouvernement du Canada décide de déployer son influence et ses forces.

L'une des difficultés importantes auxquelles nous faisons face là-bas à court terme, compte tenu de la façon dont les choses ont évolué

au cours des quatre dernières années, compte tenu de la création d'une nouvelle nation et compte tenu de ce que l'Afghanistan a subi au cours des quatre dernières années, c'est de mettre l'accent sur le renforcement des capacités. Tout en renforçant les capacités, nous devons pouvoir agir; nous devons mener nos propres opérations de sécurité tout en tâchant de constituer une armée nationale afghane et une police nationale afghane.

On peut effectivement parler de défi. Nous serions portés à trouver frustrant que les institutions nationales là-bas n'évoluent pas aussi rapidement que nous l'aimerions, mais si on tient compte de la situation dans laquelle elles se trouvaient il y a trois ans, les progrès qu'elles ont réalisés sont remarquables. Mais c'est un défi pour nous, d'une part de mettre l'accent sur le renforcement des capacités tout en assumant ces fonctions nous-mêmes. Nous espérons qu'avec le temps l'accent portera davantage sur le renforcement des capacités.

Le président: Il ne vous reste que 10 secondes, monsieur Hawn. Vous allez devoir continuer plus tard.

C'est la fin de notre premier tour de table. Passons maintenant à un tour de cinq minutes, à commencer par M. McGuire.

L'hon. Joe McGuire (Egmont, Lib.): Merci, monsieur le président.

Il est particulièrement opportun cette semaine de voir que nous prenons bien soin de nos soldats lorsqu'ils quittent l'Afghanistan ou avant qu'ils partent.

Quelle sorte de services médicaux physiques et psychologiques leur offre-t-on lorsqu'ils partent et une fois qu'ils sont revenus? Certains des soignants nous ont dit que ces services ne sont pas aussi complets qu'ils le devraient. Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez et nous expliquer quels services sont en place pour eux avant qu'ils partent de l'Afghanistan et une fois qu'ils y reviennent?

• (1630)

Lgén J.C.M. Gauthier: Quels services sont en place en Afghanistan avant que les soldats partent?

L'hon. Joe McGuire: Oui, avant qu'ils partent.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je suis en fait particulièrement fier de la façon dont nous prenons soin de nos hommes et de nos femmes en Afghanistan lorsqu'ils sont victimes d'une embuscade ou d'un incident causé par un dispositif explosif de circonstance, par exemple.

Pour commencer, nous avons formé un nombre suffisant de soldats — pas du personnel médical, mais bien des soldats — afin qu'ils puissent soigner les blessés dans des combats tactiques. Cette mesure a vraiment permis de sauver la vie de nombreux soldats. Grâce à la formation qu'il a reçue, un soldat peut sauver la vie d'un autre soldat. Ce sont des choses qui sont racontées lorsqu'on visite les troupes, et on vous montre qui a ainsi sauvé des vies.

Nous parlons dans ce cas d'installations de rôle 3. Il s'agit en fait de la première ligne d'intervention chirurgicale et de secours. Ces opérations sont dirigées par des Canadiens à l'aéroport de Kandahar. Je vous invite à visiter ces installations lorsque vous irez sur place, car il est vraiment émouvant de rencontrer ces hommes et ces femmes. J'ai rencontré ces mêmes personnes à plusieurs reprises, au cours de mes visites, parfois dans des situations très tendues, parce que l'incident s'était produit et que les patients arrivaient. Nos installations à l'aéroport de Kandahar sont à mon avis de très haut niveau.

En ce qui a trait aux ressources pour l'évacuation médicale, nous faisons partie d'une coalition. Les forces de coalition disposent des ressources nécessaires pour évacuer les blessés immédiatement vers l'hôpital, et cet hôpital a permis de sauver des vies.

L'étape suivante, pour ainsi dire, pour ceux dont l'état a été stabilisé mais qui ne peuvent demeurer dans le théâtre des opérations et qui ont besoin d'autres traitements, est l'hôpital de Landstuhl, dont vous avez sans doute entendu parler, et qui est lui aussi de très haut niveau.

J'ai eu l'occasion de m'y rendre il y a trois ou quatre semaines. Cet hôpital est le centre de soins des militaires américains pour les opérations en Afghanistan et en Irak, et il n'existe probablement pas ailleurs au monde d'installations de ce genre qui sont meilleures. Quand je dis que ce sont des installations de très haut niveau, je veux dire de très, très haut niveau.

Nos hommes et nos femmes qui sont déployés outre-mer sont convaincus que s'ils sont blessés, ils auront tous les services dont ils ont besoin.

L'hon. Joe McGuire: Dans votre exposé, vous avez dit que hors des barbelés, ils mangent, dorment et vivent dans des conditions que la plupart des Canadiens trouveraient difficiles à imaginer. Lorsqu'ils reviennent du bon côté des barbelés et avant qu'ils reviennent au Canada, ils n'ont pas seulement des blessures physiques. A-t-on mis à leur disposition une équipe de psychologues ou de soignants en santé mentale?

Ces soldats vivent dans un stress constant. Je peux imaginer ce que c'est — en fait, je n'imagine peut-être pas ce que cela peut être. Compte tenu des séquelles avec lesquelles ils peuvent revenir au camp, lorsqu'ils reviennent au sein des barbelés, quelle sorte de services met-on à leur disposition, de quels soignants dispose-t-on pour poser des diagnostics, pour découvrir les blessures invisibles?

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

Lgén J.C.M. Gauthier: Répondre brièvement? J'espérais donner une longue réponse à cette question.

Durant deux ou trois de mes visites sur place, il y avait eu le jour de mon arrivée un incident au cours duquel des Canadiens avaient été soit tués, soit gravement blessés. J'ai eu l'occasion, au cours des quelques heures qui ont suivi, de me rendre sur le lieu de l'incident et de discuter avec des soldats pour voir comment ils réagissaient à ces incidents extrêmement traumatisants. Au cours des huit ou neuf derniers mois, j'ai été constamment impressionné par la façon dont ils arrivent à se remettre de ces incidents.

C'est une question de leadership, mais aussi une question d'entraînement. Il faut parler de ces choses-là avant de les envoyer outre-mer. Il ne faut pas craindre non plus de discuter de ces incidents juste après qu'ils se sont produits. C'est au sergent ou au caporal-chef qu'il incombe de discuter avec leurs soldats lorsque l'incident s'est produit.

Il faudra voir, je suppose. Il faudra un certain temps pour voir quelle est la gravité de ce problème en matière de santé mentale et de stress lorsque se produisent des incidents critiques, par exemple. À titre d'employeur de personnel militaire, c'est une situation dont je discute régulièrement avec le médecin-chef du commandement. Je lui en ai parlé la semaine dernière encore.

Il faudra que vous en parliez avec le directeur général des services de santé et avec le médecin-chef général lorsqu'ils comparaitront devant vous — car je crois que ce sera le cas. Mais d'après les premiers indices, d'après les résultats du premier groupe qui vient de revenir à Edmonton, il n'y a pas de raison de sonner l'alarme pour l'instant.

● (1635)

Le président: Merci, monsieur. Nous allons continuer notre périple et nous serons à Edmonton demain...

Lgén J.C.M. Gauthier: Et voilà.

Le président: ... nous pourrions donc revenir sur cette question. Merci.

Nous passons maintenant à Mme Gallant, puis à M. Bouchard.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Merci, monsieur le président.

Général Gauthier, les États-Unis vont commencer à un moment donné à retirer systématiquement leurs troupes de l'Irak. Si ce retrait se produit avant que le travail soit achevé, cela aura-t-il un effet sur nos efforts pour juguler la rébellion en Afghanistan, et si oui, lequel?

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est une question intéressante. Il faudrait que j'y réfléchisse un peu, car à vrai dire, mes tâches courantes non pas tant à voir avec l'Irak qu'avec l'Afghanistan et les 19 autres missions que nous menons de par le monde — nous avons 3 000 soldats, marins et membres de l'aviation déployés autour de la planète.

Je ne suis pas certain que l'on puisse faire un lien direct entre ces deux opérations. Ce sont des opérations très différentes, et ce sont bien sûr, de notre point de vue, des opérations militaires. Ce sont des situations entièrement différentes, et dans un contexte purement militaire, nous faisons généralement très attention de tirer des leçons de telles situations dans une perspective militaire afin de pouvoir les appliquer dans d'autres opérations. Par exemple, du point de vue du renseignement, cela signifie que nous surveillons les tendances menaçantes qui pourraient se produire là-bas et qui pourraient s'étendre jusqu'en Afghanistan.

Mme Cheryl Gallant: Vous n'êtes donc pas préoccupé que des membres d'al-Qaïda en Irak pourraient rediriger leurs efforts vers l'Afghanistan?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je suppose que c'est possible. Je dois avouer que je n'ai pas surveillé cet élément de très près et je ne suis donc pas en mesure de vous donner une réponse très satisfaisante à ce sujet.

Mme Cheryl Gallant: L'OTAN prévoit mettre sur pied des bataillons d'intervention rapide dans chacun de ses pays membres. Le Canada a-t-il choisi une unité qui serait chargée de mener cette mission ou de réaliser cette fonction?

Lgén J.C.M. Gauthier: Non.

Mme Cheryl Gallant: D'accord.

Il y a quelques semaines, certains députés ont comparé nos soldats à des terroristes. Quel effet que ces observations ont-elles eu sur le moral de nos troupes en Afghanistan?

Une voix: Pourriez-vous répéter cela?

Lgén J.C.M. Gauthier: J'ai raté la dernière partie de votre intervention.

Mme Cheryl Gallant: Quel effet cela a-t-il sur nos soldats à l'étranger?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne suis pas au courant mais il est évident que si on dit cela, très franchement, les soldats n'y prêteraient pas attention.

Mme Cheryl Gallant: Bien. Nous avons eu des témoins...

Une voix: [Note de la rédaction: Inaudible]

Le président: Madame Gallant, une seconde.

Elle a posé une question et monsieur a répondu de façon tout à fait satisfaisante, me semble-t-il.

Rappel au Règlement.

M. John Cannis: Monsieur le président, quand j'ai fait allusion à une conversation ou à un commentaire du président Karzai, j'ai indiqué la source. Je prierais ainsi aimablement la députée d'indiquer sa source.

Le président: La députée veut-elle bien indiquer la source de tels commentaires?

Mme Cheryl Gallant: Je n'ai pas le nom exact, j'ai simplement le parti. Je vérifierai et vous l'indiquerai.

L'hon. Carolyn Bennett (St. Paul's, Lib.): C'est tous les parlementaires qui sont concernés.

Le président: Si vous pouviez nous donner ce renseignement, ce serait très bien.

Mme Cheryl Gallant: Certainement.

Nous avons des témoins qui estimaient que les agriculteurs afghans devraient continuer à cultiver des pavots plutôt que des aliments tout en se plaignant que les Afghans meurent de faim. En quoi la promotion de la culture de l'opium par des groupes tels que Senlis, par exemple, a-t-elle une incidence sur nos efforts en Afghanistan?

Lgén J.C.M. Gauthier: Indépendamment de l'opinion que l'on a quant à la façon de solutionner le problème de la drogue en Afghanistan, tout le monde convient que c'est un problème énorme. Un défi immense.

Encore une fois, vous vous adressez à un soldat et j'essaierai de vous répondre en tant que soldat en vous disant que nous ne participons pas directement aux opérations d'élimination de cette culture ou aux autres opérations de ce genre. Il est toujours possible, toutefois, que nous apportions un soutien in extremis à des soldats qui participent à des activités de lutte contre les narcotiques. Il ne s'agirait pas alors de les aider directement dans leurs activités mais de les protéger contre certains dangers, leur vie étant en jeu. Sinon, nous pouvons également changer des informations et des renseignements secrets avec les autorités gouvernementales, si nécessaire.

Toutefois, l'armée ne joue pas directement un rôle dans ce contexte extrêmement difficile pour le gouvernement afghan et la communauté internationale.

•(1640)

Le président: Merci, monsieur.

Nous allons passer à M. Bouchard puis à M. Calkins.

[Français]

M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ): Merci, monsieur le président. Merci également de votre présentation, lieutenant-général Gauthier.

Dans votre exposé, vous avez dit que notre action était avant tout axée sur l'aide au peuple afghan. Vous avez également dit que vous travaillez à donner de l'espoir au peuple afghan. Vous travaillez donc à la reconstruction de l'Afghanistan. Vous avez aussi dit que les talibans avaient publiquement déclaré, au début de l'année, qu'ils voulaient reprendre Kandahar. Il s'agit donc d'un message militaire, d'un message de guerre.

J'ai l'impression que la mission des Forces canadiennes est plus militaire qu'humanitaire, et que ce n'est pas vraiment une mission de reconstruction.

Entrevoyez-vous des difficultés pour rééquilibrer cette mission, qui devrait être davantage axée sur la reconstruction, si j'en crois votre présentation?

Lgén J.C.M. Gauthier: Vous suggérez que la reconstruction et la sécurité s'excluent l'une l'autre. Je ne suis pas d'accord avec vous sur ce point; je pense qu'elles sont plutôt complémentaires. Notre concept est basé sur la complémentarité de la reconstruction, de la croissance des capacités et de la sécurité. Nous sommes des militaires, des soldats; c'est ce que nous faisons. Nous sommes nécessairement orientés vers la sécurité, et ce n'est pas à des fins de sécurité, ce n'est pas pour détruire les talibans, mais pour soutenir le gouvernement et les autorités afghans.

M. Robert Bouchard: Vous dites également que les Forces canadiennes travaillent avec l'équipe du gouvernement. Vous vous activez à reconstruire la capacité des forces de sécurité afghanes. Vous employez à quelques reprises le mot « défi ». Cette reconstruction semble être un défi.

Comment percevez-vous, concrètement, l'accueil que font les Afghans à cette prise en charge? Comment se manifeste leur appui à cette prise en charge?

Lgén J.C.M. Gauthier: Le général David Richards, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité, la FIAS, aurait expliqué — et je pense que le chef d'état-major et le ministre de la Défense nationale ont effectivement dit à peu près la même chose — qu'il y a peut-être jusqu'à 60 p. 100 de la population afghane, surtout dans le Sud, qui n'a pas encore décidé s'il elle appuiera le gouvernement ou les insurgés. La question n'est pas de s'opposer aux Forces canadiennes ou à la coalition, la question est de savoir si, oui ou non, ils soutiennent le gouvernement afghan. Ils sont indécis. Nous sommes là pour aider le gouvernement afghan à gagner la confiance du peuple afghan, et nous n'y arriverons pas avec les seules opérations de sécurité. Il faut absolument gagner la confiance des Afghans avec le travail dans le domaine de la gouvernance pour éliminer la corruption, afin que les Afghans puissent faire confiance à leurs autorités légitimes. Il en va de même pour la reconstruction.

•(1645)

[Traduction]

Le président: Parfait. Merci.

Lgén J.C.M. Gauthier: J'ai probablement entendu que l'heure était venue.

Le président: Vous vous débrouillez de mieux en mieux.

Monsieur Calkins, cinq minutes, puis ce sera à M. McTeague.

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, général, d'être venu nous voir.

J'aimerais revenir sur quelque chose que mon collègue a déjà abordé tout à l'heure à propos de la perte de 200 000 places d'école à laquelle a fait allusion le président Karzai lorsqu'il est venu. Si l'on considère toutefois l'ensemble de son discours à la Chambre des communes, on constate qu'il a en fait dit qu'il y avait six millions d'enfants de plus qui allaient maintenant à l'école comparativement aux 700 000 qui y allaient lorsque les talibans avaient le pouvoir, ce qui représente une augmentation...

M. John Cannis: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Allez-y.

M. John Cannis: J'ai précisé que ce n'était pas dans le discours qu'il a prononcé. Le général a dit qu'il n'avait pas entendu cela à la Chambre des communes et j'en ai convenu avec lui. J'ai bien dit que c'est un commentaire qu'il avait fait au cours de son interview avec Don Newman après son discours à la Chambre des communes.

Le président: Merci de cet éclaircissement.

Continuez.

M. Blaine Calkins: Entendu.

La différence nette est de 5,3 millions d'élèves de plus qui vont à l'école. Avec la perte de 200 000 dont on a parlé, qui est plus forte dans la région du Sud, nous avons néanmoins fait 26 pas en avant pour un pas en arrière. C'est assez positif. Vous avez mentionné certaines des autres nombreuses réalisations obtenues jusqu'ici, notamment les 146 kilomètres de routes qui ont été construits et le développement que cela permet. De ce point de vue, diriez-vous que cette méthode d'approche des 3D fonctionne?

Lgén J.C.M. Gauthier: Oui.

Est-ce que je dispose de quelques minutes, monsieur le président, pour répondre un peu mieux?

Le président: Trois minutes et demie.

Lgén J.C.M. Gauthier: Un de nos problèmes est interne. Je dois le dire très franchement, c'est un problème de communication et d'information afin que nous obtenions une certaine visibilité et que nous puissions montrer le travail fantastique qui se fait sur le terrain.

J'aimerais vous signaler un article qui est paru dans le *Moncton Times & Transcript* d'aujourd'hui, une lettre écrite par un officier, un major Blair Baker, qui vient de rentrer d'Afghanistan. Il commandait le Centre de coordination de l'espace aérien du quartier général de la Brigade multinationale. Il va falloir que je lui demande de travailler pour moi. Les faits qu'il a réunis et la façon dont il a su communiquer cela, c'était parfait et cela montre qu'il nous faut faire un véritable effort de communication.

Il dit par exemple... 427 conseils de développement communautaire ont été créés dans la province de Kandahar, dont 106 pour les femmes, qui permettent tous aux communautés afghanes de s'organiser et de mettre en oeuvre des projets de développement. Ces conseils ont exécuté 700 projets, amélioré la qualité de l'eau potable, l'assainissement, l'irrigation, l'infrastructure, la création de revenus et des cliniques de santé. Le Canada a apporté une assistance importante en matière d'agriculture, d'irrigation et de développement rural dans la province de Kandahar, plus de 10 kilomètres de canaux ont été construits, 14 kilomètres de réseaux hydrographiques, 150 kilomètres de routes, 4 ponts, 50 kilomètres de lignes à haute

tension, 10 transformateurs, 42 blocs électrogènes, 1 000 puits, 800 pompes manuelles. Je pourrais citer des tas d'autres nombreux exemples de tout ce qui a été fait.

Si vous me donnez encore une minute...

Le président: On ne va pas vous interrompre.

Lgén J.C.M. Gauthier: « Partout en Afghanistan », et c'est au niveau de Kandahar, au niveau régional... il s'agit du major Blair Baker:

... cinq millions de réfugiés ont été rapatriés et plus de cinq millions d'enfants vont maintenant à l'école primaire, dont beaucoup de filles.

Les efforts et les sacrifices...

... et c'est là que cela devient très poignant...

des soldats canadiens et des organismes internationaux d'aide dans la province de Kandahar ont permis d'obtenir des contributions financières importantes de nombreux pays pour aider à réaliser de nombreux projets qui favorisent le développement et améliorent la vie des citoyens afghans.

Depuis février, le Canada a perdu 34 soldats. Ce sont tous des héros qui ont fait le sacrifice ultime de leur vie. Les choses vont mieux aujourd'hui en Afghanistan qu'en février...

... et cela vient de quelqu'un qui était là en février et a vu l'évolution au cours de ces neuf mois...

... et vont mieux chaque jour. Le développement de l'infrastructure et des institutions gouvernementales ne peut être que lent et peut être facilement assuré grâce à la sécurité aménagée par les soldats — aujourd'hui ces soldats sont canadiens, il s'agira plus tard de l'Armée nationale afghane quand elle pourra se tenir debout.

Bravo au major Blair Baker, c'est très éloquent. Tout ce qu'il dit est absolument vrai.

● (1650)

Le président: Merci.

Monsieur McTeague.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Merci, monsieur le président et, comme M. Hiebert, le secrétaire parlementaire, j'aimerais féliciter le général de ses succès récents.

Lgén J.C.M. Gauthier: Merci.

L'hon. Dan McTeague: Il semble que l'on entend de plus en plus que le succès de la communauté internationale est de moins en moins certain, en tout cas par rapport à ce que vous avez dit. Je pense par exemple aux commentaires, cet automne, du commandant de l'OTAN en Afghanistan, le Gén Richards, qui a déclaré que l'OTAN devait profiter des victoires militaires récentes pour faire autant de reconstruction et de développement que possible.

C'est ce qu'il a dit. Il a déclaré que si nous n'en profitons pas dans les six prochains mois, nous pourrions amener là-bas 10 000 soldats de plus l'année prochaine sans parvenir à quoi que ce soit par ce que nous aurions perdu l'approbation de la population. Et puis, il y a le conseil de Senlis, ONG qui travaille dans le Sud de l'Afghanistan, qui a sonné l'alarme quant à la possibilité d'un besoin urgent de reconstruction, de développement et d'aide humanitaire.

La CIA déclare qu'un nombre croissant d'Afghans pensent que le gouvernement et la police afghans sont corrompus, n'ont pas fait assez de reconstruction et ne peuvent protéger la population contre les talibans. Les autorités américaines ont également déclaré que la situation était très grave et l'International Crisis Group a présenté une évaluation très pessimiste de la situation.

Je ne voudrais contrer ce que vous avez dit mais étant donné que ces nombreux groupes, organismes et agents ont déclaré, les uns après les autres, ne pensez-vous pas qu'il s'agit-là d'analyses très troublantes et inquiétantes de la situation en Afghanistan et diriez-vous que le commandant en chef de l'OTAN en Afghanistan, le conseil Senlis, la CIA et l'International Crisis Group se trompent tous?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne pense pas qu'il faille mettre tous ces groupes dans le même sac. J'estime qu'il s'agit de groupes très différents et que les éléments sur lesquels reposent leurs observations et leur analyse sont également très différents et envisagés dans une perspective différente.

Je ne puis rien dire à propos de Senlis, ni à propos de l'International Crisis Group. En fait, je n'ai pas lu le rapport. J'ai lu l'article du *New York Times* à propos du rapport de la CIA, je n'ai pas lu le rapport lui-même.

• (1655)

L'hon. Dan McTeague: Mais vous seriez prêt à dire qu'il y a un lien entre eux?

Lgén J.C.M. Gauthier: Pour ce qui est du Gén Richards, j'en ai discuté avec lui dans son bureau il y a deux semaines et il ne veut certainement pas dire que tout ceci va s'écrouler dans les six prochains mois. Il veut simplement dire qu'il nous faut montrer des signes de progrès et cela revient à ce que je disais quant à la nécessité d'obtenir la confiance de la population. Il dit depuis longtemps qu'il y a de 70 à 80 p. 100 de la population qui pourrait aller dans un sens ou dans l'autre.

Je ne suis pas d'accord à propos des six mois. Je ne pense pas que notre créneau soit limité à six mois. Pourquoi six plutôt que douze mois? La réalité, de notre point de vue — et je vais vous donner mon évaluation personnelle — c'est que la situation restera difficile au cours des 12 prochains mois. Il faut le savoir. Cela restera difficile au delà de ces 12 mois mais, du point de vue sécurité, cela continuera d'être difficile dans les six prochains mois.

Maintenant, si vous pensez à la situation en Afghanistan en 2001 et comparez cela à la situation d'aujourd'hui, je ne vois pas comment on peut être négatif. Je ne peux qu'être positif à propos des progrès incroyables que l'on a réalisés.

L'autre chose, c'est que nous nous concentrons actuellement sur l'endroit le plus difficile en Afghanistan, et c'est donc notre point de référence, alors qu'il y a eu énormément de progrès ailleurs, en particulier dans le Nord et dans l'Ouest. Toutefois, personnellement, je dirais que nous faisons des progrès. Personne n'a jamais dit que ce serait facile. Il est évident que nous n'avons jamais pensé que ce serait facile.

L'hon. Dan McTeague: J'espère que le comité aura la possibilité là-bas afin de voir ce qu'il en est. Je crois que ce serait très intéressant pour nous tous.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je le souhaite aussi.

L'hon. Dan McTeague: J'aimerais maintenant, très rapidement, passer à une question qui me semble avoir été un peu négligée. Vous nous avez demandé où était Landstuhl et beaucoup de personnes ici savent exactement où cela se trouve. Nous savons dans quelle

situation se trouvent nos soldats, malheureusement, s'ils doivent passer par là avant d'être rapatriés vers un hôpital au Canada.

Vous dites que s'ils tombent, on s'occupera d'eux. Y a-t-il eu des suites aux engagements pris par le premier ministre, le ministre de la Défense nationale et le chef de l'état-major à propos de l'indemnisation et des avantages fiscaux accordés aux soldats blessés? À ma connaissance, pour le moment, on n'a absolument rien annoncé. Je sais qu'il y a eu un comité plénier qui en a discuté hier et je sais qu'on est très occupé actuellement au Parlement et qu'il est difficile de faire avancer les choses.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de la question et si vous pouvez nous rassurer et nous dire quand cela se fera.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne suis pas directement concerné. J'ai entendu ce que le chef de l'état-major a dit publiquement et en privé à ce sujet et je suis convaincu que nous allons nous occuper de nos soldats. C'est certain.

Le président: Merci.

Monsieur Hawn, puis monsieur Cannis.

M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC): Merci, monsieur le président et bienvenu, général.

Nous avons corrigé une erreur quant au nombre d'écoliers et c'est une bonne chose.

Il y a une autre idée fautive qui continue de circuler quant au nombre de soldats participant aux différentes activités. Beaucoup croient que nous avons 2 400 personnes qui sont là-bas à faire la chasse aux talibans dans les montagnes afghanes.

Pourriez-vous brièvement nous expliquer le ratio dents-queue de ces quelques 2 400 soldats — je parle de Kandahar, peu importe Kaboul, parce que ils ne sont pas nombreux là-bas — et nous dire combien sont réellement en situation de combat, à la poursuite de talibans ou à la défense de certains groupes, ou font partie de l'EPR, et quel est le soutien logistique?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je n'ai pas les chiffres précis sous les yeux.

M. Laurie Hawn: Est-ce que le groupement tactique compte environ 800 personnes?

Lgén J.C.M. Gauthier: Nous pourrions certainement...

En fait, j'ai peut-être cela ici, si vous me permettez de consulter mes documents.

Il est dangereux de considérer que le groupe tactique est l'élément du ratio. C'est ce que j'ai essayé de dire tout à l'heure. Le nouveau commandant, le Général Grant, dispose de trois gros morceaux. Ceux-ci ne sont pas tous aussi nombreux mais, pour ce qui est des effets, il a l'élément reconstruction — l'EPR, qui, de mon point de vue, est le plus important à long terme, et il a le groupe tactique et l'« omelette », pour le renforcement des capacités.

Lorsque nous parlons des « dents », il ne s'agit pas simplement du groupe tactique. L'équipe de consultation stratégique qui travaille à Kaboul fait partie des dents.

M. Laurie Hawn: Je comprends bien mais ce que je veux savoir, ou ce que j'essaie de vous faire dire, c'est qu'il n'y a pas 2 400 soldats canadiens qui poursuivent les talibans dans les montagnes d'Afghanistan.

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est ce que je dis aussi. C'est tout à fait vrai.

M. Laurie Hawn: Les chiffres peuvent changer. Il y a les membres de l'état-major.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne suis pas sûr que les chiffres précis soient tellement pertinents. La réalité est que pour avoir un groupe tactique efficace, il faut énormément de monde, mais cela ne veut pas dire que c'est la seule chose que nous faisons là-bas. C'est certain.

M. Laurie Hawn: Non, bien sûr.

Vous avez parlé de signes de progrès et vous avez, bien sûr, répété ce que le major Baker a dit. Est-ce le genre de signes de progrès auxquels nous devrions faire attention?

Lgén J.C.M. Gauthier: Ce ne sont pas les seuls signes de progrès auxquels nous devrions faire attention, c'est le genre de progrès que nous devons pouvoir communiquer aux Canadiens et cela, nous ne l'avons pas fait aussi bien que nous le devrions.

M. Laurie Hawn: Exactement.

Certains ont dit que la mission est déséquilibrée, etc. Étant donné que nous sommes membres d'une coalition de 36 pays déployée dans l'ensemble de l'Afghanistan, qui compte 34 provinces, et que nos forces sont concentrées dans la province où la situation est la plus difficile — les six provinces du sud constituent la zone la plus difficile — si le Canada modifiait son rôle et essayait de se retirer des opérations de sécurité et de réaffecter tous les Canadiens sur place à la reconstruction ou à la gouvernance, quel effet est-ce que cela aurait sur la mission dans la région la plus difficile du pays et sur l'ensemble de la mission en Afghanistan?

• (1700)

Lgén J.C.M. Gauthier: Ce serait très difficile pour nous de faire cela. À court terme, si nous décidions de changer de cap, il faudrait que quelqu'un nous remplace dans la province de Kandahar. Le Canada s'est engagé à remplir cette mission jusqu'au début de 2009.

M. Laurie Hawn: Comme il s'agit d'une coalition de 36 pays, et que l'Afghanistan est beaucoup plus vaste que la seule région où nous menons des opérations, et comme l'ensemble de la coalition est déployée dans tout le pays, aurais-je raison de dire qu'il y a en fait un équilibre entre la sécurité, la reconstruction et la gouvernance?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je dirais même que du strict point de vue canadien, je ne suis pas d'accord avec ceux qui affirment que notre mission est déséquilibrée. Si vous comparez les composantes de cette force opérationnelle interarmées à celles que nous avons déployées pendant quelques années en Bosnie, elle a une plus grande capacité de reconstruction, une plus grande capacité de planification et une plus grande aptitude de création de capacité que pour toute autre mission dans le passé.

M. Laurie Hawn: Je vais vous poser une question suggestive, mais est-ce trop simple de dire que nous avons tant de personnel qui fait ceci et tant d'argent pour cela puis de calculer le rapport de personnel et d'argent et dire que nous devrions avoir la même proportion de sécurité, de reconstruction et de gouvernance? Un

dollar ici ou une personne là peuvent avoir un impact beaucoup plus grand ou beaucoup moins grand que la même chose...

Lgén J.C.M. Gauthier: Oui, c'est difficile pour moi d'accepter la conclusion qu'il y a un déséquilibre, mais au bout du compte, c'est le gouvernement qui décide de quelle manière l'argent doit être utilisé. Le fait est que le déploiement d'un contingent militaire coûte cher.

M. Laurie Hawn: Oui, mais vous ne pouvez pas dire qu'en affectant un tiers du personnel à la sécurité, un tiers à la reconstruction et un tiers à la gouvernance, la mission sera équilibrée.

Le président: Nous devons revenir à cette question. Votre temps est écoulé, merci.

M. Cannis va clore le deuxième tour.

M. John Cannis: Merci, monsieur le président.

Général, je voudrais à mon tour me faire l'écho de ce que vous avez dit, à savoir que depuis 2001 nous avons fait des progrès remarquables — je dis bien « remarquables » — lorsqu'on considère la situation passée et la situation actuelle. Cela ne fait aucun doute.

Mis à part le terrorisme, l'une des principales raisons pour lesquelles la communauté internationale est allée en Afghanistan, c'était pour lutter contre la récolte du pavot. Le fait est bien documenté, et nous savons très bien que cette culture est leur principale, voire leur seule source de revenu. A-t-on fait des efforts pour trouver une solution à ce problème?

Sur cette question, à laquelle je crois ma collègue Cheryl Gallant a fait allusion, d'autres pays ont dit qu'ils seraient prêts à acheter la récolte de pavot et s'en servir à des fins de recherche médicale. Un tel plan d'action enlèverait du poids à l'un des facteurs qui poussent ces agriculteurs à produire cette récolte.

Êtes-vous au courant d'initiatives visant à régler ce problème? Si nous leur coupons les vivres, ce serait une solution partielle au problème que nous essayons de résoudre en Afghanistan. Êtes-vous au courant si quelque chose a été fait à cet égard?

Lgén J.C.M. Gauthier: Monsieur, vous me demandez de commenter sur une chose qui est très loin de mon domaine de compétence.

M. John Cannis: Très bien, je comprends.

Lgén J.C.M. Gauthier: Le gouvernement du Canada appuie la stratégie antidrogue, la stratégie afghane. À titre de citoyens de la communauté internationale, nous coopérons avec nos partenaires.

M. John Cannis: Mais nous savons, et je suis sûr que vous le savez aussi, que c'est une des questions qui devra tôt ou tard être traitée d'un point de vue professionnel, ...

Lgén J.C.M. Gauthier: Le défi de la drogue?

M. John Cannis: Oui.

Lgén J.C.M. Gauthier: Absolument.

M. John Cannis: Formidable.

Lgén J.C.M. Gauthier: Il n'y a aucun doute que c'est la clé du progrès en Afghanistan.

M. John Cannis: Je terminerai sur ce point. Je n'y suis pas encore allé, mais si Dieu le veut, j'aurai peut-être un jour l'occasion d'y aller. Lorsque nous installons ces infrastructures, est-ce qu'il y a un symbole canadien, un drapeau canadien qui indique que c'est...

L'hon. Dan McTeague: Des couvertures.

M. John Cannis: Des couvertures, ou autre chose, y a-t-il quelque chose du genre? Je n'y suis jamais allé; je ne le sais pas. D'autres collègues y sont peut-être allés. Y a-t-il quelque chose du genre?

Lgén J.C.M. Gauthier: Il y en aura certainement.

M. John Cannis: Très bien, « Il y en aura ». Très bien.

Monsieur le président, j'ai terminé.

Le président: Il vous reste encore quelques minutes.

Est-ce que quelqu'un veut en profiter?

M. John Cannis: Rien.

L'hon. Carolyn Bennett: Je vais en profiter. Et je donnerai mon prochain tour à Dawn, si le comité le veut bien.

Je reçois des renseignements contradictoires à la question de savoir si tous les soldats qui reviennent du théâtre des opérations passent des examens de dépistage du syndrome de stress post-traumatique. Qu'ils présentent ou non des signes ou des symptômes, ou qu'ils disent: « Je me sens bien », est-ce que chaque soldat qui revient est soumis à des examens?

• (1705)

Lgén J.C.M. Gauthier: Ça dépend de ce que vous entendez par examen et dépistage.

L'hon. Carolyn Bennett: Une évaluation de son état de santé mentale afin de dépister le syndrome de stress post-traumatique

Lgén J.C.M. Gauthier: Sans entrer dans les détails, la réponse est oui, absolument. Tout le monde subit un examen.

Vous pourriez discuter du degré de rigueur de ce processus d'examen avec le chef des services de santé des Forces canadiennes.

Nous avons tout un processus pour nous assurer qu'ils sont sains de corps et d'esprit, avant leur déploiement et à leur retour. Nous avons également un processus de décompression — la décompression dans un tiers lieu, dont vous avez peut-être entendu parler — qui s'est révélé très efficace et qui est très apprécié des soldats, d'après les premières réactions des premiers soldats à revenir de cette mission.

La décompression ne consiste pas uniquement à se défouler, bien que ça serve aussi à cela. Il s'agit de les mettre en rapport avec des professionnels de la santé et d'autres personnes qui les aident à préparer leur retour au Canada et à s'y adapter.

L'hon. Carolyn Bennett: Je ne sais pas quel est le processus, mais est-ce que vous, ou le greffier, pourriez informer le chef des services de santé que j'aimerais connaître le processus de détection du syndrome de stress post-traumatique, et je ne veux pas dire simplement cocher oui ou non pour indiquer si on se sent bien ou pas?

Lgén J.C.M. Gauthier: Bien sûr. On pourra vous expliquer cela également à Edmonton.

L'hon. Carolyn Bennett: Lorsque je suis allée à la base d'Edmonton, on m'a dit que c'est là que ça se passait.

Le président: Très bien. Cela met fin au premier tour. L'ordre pour le dernier tour est le suivant: opposition officielle, gouvernement, Bloc, gouvernement, opposition officielle, gouvernement, opposition officielle, puis Nouveau Parti démocratique.

Alors, Parti libéral, c'est votre tour.

L'hon. Carolyn Bennett: Nous avons demandé si les membres du comité étaient d'accord pour que le Nouveau Parti démocratique passe plus tôt. Je lui cède ma place.

Le président: L'ordre des interventions a été établi lors de notre séance d'organisation et nous avons mis beaucoup de temps et d'efforts pour que ce soit juste. Est-ce que vous demandez le consentement unanime?

L'hon. Carolyn Bennett: Oui.

Le président: La députée a-t-elle le consentement unanime pour céder sa place au Nouveau Parti démocratique?

M. John Cannis: Elle demande le consentement unanime.

[Français]

M. Claude Bachand: Non.

[Traduction]

Le président: Nous avons entendu un non.

Très bien. Qui veut poser une question pour le Parti libéral? Y a-t-il quelqu'un?

Monsieur McTeague, vous avez cinq minutes.

L'hon. Dan McTeague: Merci.

Général, j'aimerais revenir à la question de Landstuhl, en Allemagne. Votre réponse au sujet des soldats blessés est intéressante. Je dois dire que j'ai entendu la même chose provenant d'autres sources et que je comprends le fait que ce n'est pas vous qui prenez les décisions là-bas.

Comme les soldats déployés dans le théâtre des opérations ne sont pas payés avant la fin du premier mois, il me semble que ceux qui ont été blessés pendant leur premier mois pourraient très bien recevoir très peu d'appui et d'argent. Y a-t-il eu des discussions, dont vous pourriez nous révéler la teneur, sur la forme d'indemnité qu'on pourrait leur offrir? Êtes-vous libre de répondre à cette question ou de faire un commentaire?

Lgén J.C.M. Gauthier: Encore une fois, tout ce que je peux dire à ce sujet est que le ministre et le chef d'état-major ont tous les deux à coeur de faire en sorte que les soldats ne soient pas défavorisés parce qu'ils ont été blessés au combat dans le théâtre des opérations. Ils ont pris cet engagement et je suis sûr que le chef d'état-major a donné des instructions au chef du personnel militaire et à d'autres pour qu'ils trouvent le moyen de s'assurer que nos soldats seront adéquatement indemnisés.

L'hon. Dan McTeague: Sur une note plus personnelle, j'ai un cousin dont le fils a été grièvement blessé il y a quelques semaines dans la province de Panjwai et il a reçu d'excellents traitements. J'ai mentionné au ministre et au chef d'état-major qu'il avait été bien traité. Mais il m'a semblé, — et j'ai un autre ami qui a été blessé — qu'à l'hôpital de Landstuhl en Allemagne, ils n'ont rien d'autre à faire que de regarder les murs. Bien sûr, l'attention qu'ils reçoivent est extrêmement bonne — il s'agit d'une installation américaine, mais on les couvre avec une couverture sur laquelle est imprimée « U.S. Army » ou qui porte une autre mention qui rappelle les États-Unis.

N'y aurait-il pas moyen — et je ne songe pas à ce que vous disiez à John Cannis — d'offrir un peu plus de soutien à nos soldats lorsqu'ils sont hospitalisés à Landstuhl, en Allemagne? Je ne veux pas dire seulement des ressources pour les soigner, mais quelque chose qui leur donne le sentiment que le gouvernement canadien est là d'une manière très tangible.

• (1710)

Lgén J.C.M. Gauthier: Je suis allé à Landstuhl et j'ai parlé avec des soldats blessés ainsi qu'avec leurs parents qui étaient là à Landstuhl et qui voyaient leur fils dans un état épouvantable. C'est traumatisant pour les parents. Je peux vous dire que les parents et les blessés n'ont tous que des choses positives à dire au sujet de l'aide qu'ils reçoivent, pas seulement à Landstuhl, mais des Forces canadiennes et du gouvernement du Canada. Ils sont très positifs.

L'hon. Dan McTeague: Général, oui, c'est peut-être le cas au sujet de leurs traitements, mais j'ai également entendu...

Lgén J.C.M. Gauthier: Ce n'est pas seulement les traitements.

L'hon. Dan McTeague: J'ai également entendu le contraire, qu'on pourrait en faire plus pour montrer une présence canadienne — par des livres et des jeux vidéo canadiens, une couverture sur laquelle serait imprimé le mot Canada.

Je ne veux pas trop insister, mais je pense qu'il est extrêmement important d'assurer une plus grande présence canadienne s'il doit malheureusement y avoir un certain nombre de nos soldats qui se retrouvent là-bas après avoir été blessés. Je tiens à le souligner, car je suis au courant d'au moins trois levées de fonds qui ont été organisées à Toronto.

Je me suis moi-même adressé à des gens que je connais pour obtenir quelques milliers de dollars à envoyer à quelqu'un là-bas afin d'assurer une plus grande présence canadienne, plutôt qu'une présence américaine, à l'intérieur des quatre murs de ces hôpitaux.

Lgén J.C.M. Gauthier: Par « présence canadienne », est-ce que vous voulez dire des drapeaux canadiens et des manifestations concrètes, visibles?

L'hon. Dan McTeague: Pour quelqu'un qui doit y passer une semaine ou deux, ce serait bien qu'il y ait un Tim Hortons ou quelque chose de semblable. Mais je suis plus sérieux que cela.

J'aimerais simplement dire une chose à ce sujet, puis je passerai à autre chose. Je ne sais pas combien de temps il me reste.

Il me semble que vous pourriez peut-être éclairer le comité sur la grande question, et j'en ai discuté déjà avec certains de mes collègues. Plutôt que d'acheter des chars Leopard de la deuxième génération, pourquoi ne pourrions-nous pas, en tant que membres de l'alliance, en emprunter à l'Allemagne qui en possède plusieurs milliers? Pourquoi serions-nous obligés de dépenser des dizaines de millions de dollars dans une des régions les plus difficiles du pays?

Malgré ce qu'en pensent certains pays européens, il me semble que ce que nous faisons dépasse largement nos obligations. Pourquoi ne pas simplement demander aux Allemands de nous prêter quelques-uns de leurs chars, plutôt que de dépenser des millions de dollars pour transporter des chars de la première génération, qui ont 25 ans, jusqu'en Afghanistan? Comme mon collègue l'a indiqué, c'est une mission de l'OTAN. Nous partageons ce fardeau. Les pays qui ne partagent pas le fardeau des combats de première ligne pourraient au moins partager leurs ressources.

Lgén J.C.M. Gauthier: Nous le faisons. Nous le faisons tous les jours.

Je ne vais pas entrer dans tous les détails, mais nous avons prêté de l'équipement à d'autres pays en Afghanistan. Nous avons fourni une aide très considérable à au moins un autre pays qui avait besoin de transport aérien. Nous avons reçu l'aide d'autres pays pour nos propres transports aériens. Nous avons bénéficié de l'aide d'autres pays.

En ce qui concerne l'équipement, nous avons déjà emprunté et nous allons emprunter à nouveau; nous prenons des dispositions pour pouvoir emprunter de l'équipement d'autres pays au besoin. Nous formons une coalition; nous coopérons. Nous travaillons ensemble.

C'est une bonne idée et c'est quelque chose que nous faisons déjà.

Le président: Merci beaucoup.

M. Hawn est le suivant, suivi de M. Bachand.

M. Laurie Hawn: Merci, monsieur le président.

Certains laissent entendre qu'avec le passage du commandement au général hollandais, les tactiques ou l'objectif de la mission pourraient changer. Êtes-vous de cet avis?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je crois que chaque commandant souhaite imprimer sa propre orientation à la mission dont il est chargé, qu'il s'agisse de mener les troupes en Afghanistan ou de les entraîner au Canada, par exemple. Je ne voudrais pas lui nier ce droit. C'est ce que le général Fraser a fait lorsqu'il a assumé le commandement de la mission; il a adopté son approche personnelle. Cependant, qu'il s'agisse du général Fraser ou du général Van Loon, ils relèvent du même commandement, celui de la FIAS. Et le commandant de la FIAS doit lui aussi répondre à ses supérieurs. Rien ne m'indique que les hauts dirigeants de l'OTAN aient l'intention de modifier sensiblement cette approche. On s'affaire actuellement à donner corps à une idée, l'idée d'une zone de développement afghan. Les détails peuvent être compliqués, mais je ne m'attends pas à un virage radical.

• (1715)

M. Laurie Hawn: C'est donc le style de leadership qui pourrait changer, plutôt que les tactiques et la stratégie.

Lgén J.C.M. Gauthier: Il pourrait même y avoir un changement de tactiques. Les tactiques peuvent changer d'un jour à l'autre et d'une semaine à l'autre, mais la définition même des opérations et de la campagne dépend des dirigeants de la FIAS à Kaboul, et je n'ai pas encore vu le signe d'un changement majeur, sauf si les circonstances le dictaient.

M. Laurie Hawn: Cela m'amène à vous poser une autre question, sur laquelle nous devons peut-être nous arrêter plus longtemps.

Naturellement, la stratégie est établie à l'échelle nationale ou à l'échelle du théâtre d'opération. Quant aux autres tactiques, elles peuvent changer comme vous l'avez signalé. Quel genre de facteurs pourraient entraîner un changement de tactique dans le sud de l'Afghanistan? En tant que commandant de la Force expéditionnaire du Canada, comment pourriez-vous gérer un tel changement en tenant compte du point de vue du quartier général de la Défense nationale, de la FIAS et du groupement tactique?

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est là une question complexe, parce qu'elle concerne les rapports entre les différentes nations qui font partie de ce partenariat au sein de la FIAS et le rôle des commandants nationaux relativement à l'effort général.

Je peux vous dire que ces relations sont empreintes de la plus grande collaboration.

On pourrait dire que vous m'avez posé deux questions. La première concerne la FIAS et les orientations prévues à court terme et la seconde concerne la perspective nationale qu'on pourrait imprimer à la mission.

M. Laurie Hawn: En fait, c'est seulement qui...

Lgén J.C.M. Gauthier: En fait, ces deux facteurs sont intimement liés.

Notre commandant national, le général Tim Grant, a la responsabilité de gérer la campagne et de diriger les opérations dans le théâtre. Sur le plan opérationnel, il relève d'un commandant de l'OTAN et, d'un point de vue national, nous nous efforçons d'appliquer une approche fondée sur les trois D, laquelle est complémentaire à l'approche opérationnelle de l'OTAN.

Il appartient au général Grant et à moi-même de faire en sorte que ces efforts soient complémentaires et qu'ils correspondent aux besoins dictés par la situation sur le terrain. C'est ce que nous faisons régulièrement, chaque jour ou chaque semaine.

M. Laurie Hawn: Il ne me reste sans doute pas beaucoup de temps, mais j'ai une brève question sur les chars.

Je crois que vous n'en avez reçu que cinq ou six et que vous ne les avez pas depuis longtemps. Toutefois, après l'expérience que vous en avez jusqu'ici, avez-vous entendu des commentaires au sujet de leur utilité, etc.?

Lgén J.C.M. Gauthier: Je ne voudrais pas entrer dans les détails. Je ne peux pas décrire à votre comité de façon précise l'usage que nous entendons faire de ces chars, parce que je me trouverais en même temps à transmettre la même information à bien d'autres gens.

M. Laurie Hawn: Est-ce que nous les utilisons conformément à ce que nous voulions faire? Est-ce que nous en sommes satisfaits?

Lgén J.C.M. Gauthier: Nous ne les avons pas encore utilisés. Ils ne devaient pas atteindre leur aptitude fonctionnelle finale qu'à présent, alors au cours des prochains jours...

Nous avons utilisé les engins blindés du génie. Je les ai vus à l'oeuvre là-bas. Il y avait un bulldozer bien protégé qui faisait du travail de reconstruction.

Les chars sont presque tous là, et je suis certain qu'on les utilisera au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

Le président: Très bien. Merci.

C'est à vous, monsieur Bachand.

[Français]

M. Claude Bachand: Je veux d'abord m'excuser auprès de ma collègue du NPD. Je n'avais pas compris la proposition. Je pensais qu'on voulait lui permettre d'intervenir. Cela aurait pu nous faire manquer de temps, et je craignais de ne pas pouvoir intervenir.

Je vais donc intervenir rapidement et, si j'obtiens le consentement du comité, je vais laisser le reste du temps dont je dispose à ma collègue du NPD.

Dois-je demander le consentement unanime?

[Traduction]

Le président: Oui, il le faudrait.

[Français]

M. Claude Bachand: Alors, je demande le consentement unanime pour laisser à madame le temps qu'il me restera après que j'en aurai pris la première partie.

[Traduction]

Mme Dawn Black: Je n'ai qu'une question.

Le président: D'accord. Avez-vous le consentement pour ce faire?

Mme Dawn Black: Il s'agit d'une question. J'aimerais que...

Le président: Vous êtes un gentleman, monsieur Bachand.

M. Claude Bachand: Je le sais.

Mme Dawn Black: Merci de me donner l'occasion de poser une question. Je serai brève, afin de ne pas prendre plus de votre temps que nécessaire.

J'ai écouté vos remarques aujourd'hui, ainsi que la discussion. Il y a une question qui ne cesse de me préoccuper, et j'aimerais la soulever. J'aimerais revenir à la question de la frontière de l'Afghanistan avec le Pakistan et au fait qu'on nous a dit que des talibans vivent au Pakistan et traversent la frontière un peu comme une force envahissante. Nous avons appris que les insurgés ne proviennent pas tous de l'Afghanistan.

Si nous voulons mettre un terme à cette situation, et si nous n'obtenons pas de coopération de la part du Pakistan et qu'il n'y a pas de sécurité frontalière, allons-nous pouvoir réellement atteindre nos objectifs?

• (1720)

Lgén J.C.M. Gauthier: Je crois que le comité comprend raisonnablement bien l'étendue du défi en Afghanistan. D'autres ont expliqué cette position, alors je n'y reviendrai pas. C'est un défi que nous allons devoir relever et cela représente une préoccupation pour nous en Afghanistan.

De notre point de vue, pour répondre brièvement à votre question, le Pakistan doit faire partie de la solution. Nous collaborons avec le Pakistan, le gouvernement du Canada collabore avec le Pakistan, l'OTAN et d'autres pays font de même. Ils...

Mme Dawn Black: Est-ce qu'eux coopèrent avec nous?

Lgén J.C.M. Gauthier: Nous coopérons ensemble. Eux aussi ont des défis à relever, mais ils doivent faire partie de la solution. S'ils n'en font pas partie, alors notre défi sera de taille. Pour cela, nous devons continuer à travailler avec eux, et c'est ce que nous faisons.

Mme Dawn Black: Merci beaucoup.

Le président: Monsieur Bachand, il vous reste encore deux minutes et demie, soit la moitié de votre temps de parole.

[Français]

M. Claude Bachand: On vous a probablement posé cette question lorsque vous avez comparu devant le comité du Sénat. Huit critères sont prévus dans l'énoncé politique de la Défense nationale avant un déploiement international. Je ne pourrais pas vous énumérer ces huit critères, mais il y en a deux dont je suis sûr et sur lesquels j'aimerais que vous vous exprimiez. Normalement, avant le départ d'un déploiement, on doit se conformer à un certain nombre de critères, ce que vous avez certainement dû faire pour vous conformer à la politique de la Défense nationale.

L'un de ces deux critères est un état final bien défini — *end state*, en anglais —, et l'autre est une stratégie de retrait précise, *exit strategy*.

Pourriez-vous me dire si ces deux critères ont été pris en compte avant le déploiement? J'aimerais les connaître.

Lgén J.C.M. Gauthier: Dans notre plan de campagne militaire, purement militaire, nous avons établi un état final souhaité. Cela ne s'applique pas nécessairement aux Forces canadiennes, mais cela indique à quel stade les forces internationales pourraient se replier. Le critère est surtout le degré d'autosuffisance des Forces de sécurité nationale afghanes. Du point de vue militaire, à partir du moment où l'armée afghane et la force de Police nationale afghane seront en mesure d'assurer elles-mêmes la sécurité des citoyens afghans, les forces internationales — pas le Canada, mais les forces internationales — pourraient quitter l'Afghanistan.

M. Claude Bachand: Il y a un problème, car l'énoncé politique dont je parle est l'énoncé politique canadien. Je doute fort que dans l'énoncé politique canadien, on parle de huit critères internationaux. Ce sont plutôt huit critères canadiens.

Mon général, ces critères sont-ils publics? Le comité peut-il y accéder? Pouvez-vous nous les envoyer ou nous les mettre sur papier? Peut-on les avoir? Devez-vous d'abord appeler le général Hillier?

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est probable, oui.

M. Claude Bachand: D'accord. L'appellerez-vous pour nous?

Lgén J.C.M. Gauthier: On va s'en assurer, oui.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Bachand.

Les conservateurs ont maintenant la parole. Il n'y a pas de conservateurs autour de la table.

Passons donc au Parti libéral. Monsieur Cannis, la parole est à vous.

M. John Cannis: Merci, monsieur le président.

Général, j'aimerais revenir à vos 33 ans d'expérience et de service au sein de l'armée. Vous avez pris part à d'autres initiatives de l'OTAN, n'est-ce pas?

• (1725)

Lgén J.C.M. Gauthier: Oui, c'est exact.

M. John Cannis: Il y a eu la question de l'ancienne Yougoslavie, où l'OTAN a participé de manière très active. À l'époque, on ne posait pas les mêmes questions qu'aujourd'hui.

J'aimerais donc vous demander ceci: lorsque nous nous sommes d'abord engagés, en vertu de la politique des trois D, à deux ans de service — êtes-vous d'accord? Le Canada s'est engagé envers un programme de deux ans. Nos troupes s'étaient engagées pour une période de deux ans.

Lgén J.C.M. Gauthier: C'est exact.

M. John Cannis: C'est exact.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je crois que c'est exact.

M. John Cannis: Oui, je crois que c'est exact.

En moins de deux ou trois mois, nous avons décidé de prolonger la mission de deux ans. Au cours de vos 33 ans d'expérience, est-ce que vous vous rappelez si quelque chose de similaire a eu lieu dans d'autres théâtres où nous nous sommes engagés? Je vous parle, bien sûr, de l'OTAN.

Lgén J.C.M. Gauthier: Dans toutes les autres opérations auxquelles nous avons participé, j'ai été déployé, et je me suis préoccupé de la période de six mois au cours de laquelle j'ai participé à l'opération.

C'est drôle que vous mentionniez la Yougoslavie, car j'ai dirigé la toute première unité en Croatie le 13 mars 1992. Je m'en souviens

très bien et nous avons toujours des forces là-bas — non pas que je veuille faire des comparaisons entre l'une et l'autre.

Je ne peux pas vous dire d'une façon ou d'une autre si cela... il me faudrait revenir en arrière et examiner cela.

M. John Cannis: Mais lorsque vous avez dirigé...

Lgén J.C.M. Gauthier: Les gouvernements prennent ces décisions, alors encore une fois vous demandez à un soldat de dire si une période de deux ans est ou non acceptable. Je ne suis pas en mesure de faire des commentaires à ce sujet.

M. John Cannis: Là où je veux en venir, en fait, général, c'est que l'OTAN fait des plans à long terme. Soyons francs l'un avec l'autre. Ils ne font pas des plans pour ce qui va arriver demain et ils ne se demandent pas demain ce qu'ils feront à l'avenir. Vous le savez très bien, d'après le peu que je connais de ces engagements, ces engagements sont pris pour l'avenir.

En tant que pays, nous nous sommes engagés pour deux ans. Ne pourrais-je pas dire sans me tromper qu'une fois nos deux années terminées, il devait y avoir un plan en place pour que quelqu'un d'autre vienne prendre la relève une fois que nous aurions terminé nos deux années? Ne pensez-vous pas que cela est exact?

M. Russ Hiebert: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Un rappel au Règlement.

M. Russ Hiebert: Je pense que notre invité a déjà dit qu'il s'agissait d'une question de politique, qui échappe à ses compétences. Je demanderais au député de s'en tenir aux questions qui relèvent de ses compétences.

M. John Cannis: Je fais appel, monsieur le président, à ses compétences sur la façon dont l'OTAN fonctionne.

M. Russ Hiebert: Non. C'est une question de politique.

Le président: Je comprends le rappel au Règlement, et votre expérience en quelque sorte...

M. John Cannis: C'est la question que je pose.

Le président: Je laisse le témoin décider.

Lgén J.C.M. Gauthier: Je dirai, d'un point de vue purement militaire, que ce soit d'un point de vue national ou international, que la prévisibilité est importante. Il est important que les partenaires travaillent ensemble afin de comprendre qu'ils peuvent compter l'un sur l'autre pendant le plus longtemps possible.

M. John Cannis: Cela répond à ma question.

Lgén J.C.M. Gauthier: Donc, un engagement à plus long terme du point de vue militaire est préférable à un engagement à plus court terme, mais cela n'est pas toujours possible du point de vue de la politique.

M. John Cannis: Merci, général. C'est vraiment ce que je cherchais, ce mot clé « prévisibilité ». Et pour avoir une certaine prévisibilité, la planification à long terme est vraiment importante.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Très bien. Il ne nous reste plus qu'une ou deux minutes, si le comité veut bien me donner un peu de temps.

Nous devons confirmer les arrangements de voyage avec M. Hawn. Pourriez-vous parler une minute avec le greffier?

Général, nous serons à Edmonton demain, à la BFC d'Edmonton, et nous parlerons aux troupes qui viennent de rentrer, juste pour voir comment elles sont traitées.

Par ailleurs, je vous remercie beaucoup de vos observations au sujet du voyage du comité en Afghanistan et du fait que vous ayez dit que vous alliez coopérer, ou que vous avez coopéré, et nous le savons.

Le jour du Souvenir approche à grands pas. Je vous demanderais, au nom de notre comité, de bien vouloir remercier nos hommes et nos femmes militaires en Afghanistan pour ce qu'ils font là-bas.

Lgén J.C.M. Gauthier: Merci beaucoup, et c'est avec plaisir que je le ferai.

Le président: Merci.

Monsieur Cannis.

M. John Cannis: Monsieur le président, en fait, avant de lever la séance, je pense que nous espérons toujours obtenir l'information à laquelle notre collègue a fait allusion dans sa déclaration.

Le président: Oui, on l'a demandée.

M. John Cannis: Est-ce que nous allons la recevoir?

Le président: Oui.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.